# La revue financière

Publication du ministère des Finances

## Points saillants

### Déficit budgétaire de 128 millions de dollars en juillet 2002

Le mois de juillet 2002 s'est soldé par un déficit budgétaire de 128 millions de dollars, comparativement à un excédent de 1,5 milliard en juillet 2001[1]. Ce recul du solde budgétaire d'une année sur l'autre est surtout attribuable à l'augmentation des remboursements d'impôt sur le revenu des particuliers et sur les bénéfices des sociétés – conséquence différée du ralentissement économique survenu en 2001 –, ainsi qu'à la hausse des dépenses de programmes. Les recettes budgétaires ont baissé de 1,1 milliard tandis que les dépenses de programmes augmentaient de 0,8 milliard. Les frais de la dette publique ont diminué de 0,2 milliard de dollars.

### Excédent budgétaire de 4,6 milliards de dollars d'avril à juillet 2002

L'excédent budgétaire estimatif pour la période allant d'avril à juillet 2002 est de 4,6 milliards de dollars, en baisse de 6,4 milliards par rapport à l'excédent de 11,0 milliards pour la même période de l'exercice précédent. Cette baisse enregistrée d'une année sur l'autre est attribuable en grande partie à certains facteurs reliés aux recettes d'impôt sur le revenu des particuliers et sur les bénéfices des sociétés pour l'année d'imposition 2001. Cette situation était prévue, étant donné, d'une part, les formidables gains en capital nets enregistrés en 2000, qui avaient donné lieu à des versements finals records au titre de l'impôt sur le revenu en avril et en mai 2001, et d'autre part, le fléchissement des marchés boursiers en 2001, ce qui a entraîné une hausse des remboursements et une baisse des paiements de règlement en avril et en mai 2002. De plus, les remboursements d'impôt sur les bénéfices des sociétés sont en nette hausse cette année, les sociétés reportant les pertes subies en 2001 en réduction de l'impôt sur les bénéfices des années antérieures.

Le recul de l'excédent au cours des quatre premiers mois de l'année est imputable à la baisse de 5,1 milliards de dollars des recettes budgétaires d'une année sur l'autre, et à l'augmentation de 2,6 milliards de dollars des dépenses de programmes, ce qui s'explique surtout par l'incidence des mesures budgétaires précédentes. Les frais de la dette publique ont diminué de 1,3 milliard de dollars, étant donné la réduction du taux d'intérêt effectif moyen sur la dette portant intérêt.

[1] Certains problèmes touchant les systèmes au regard de l'impôt sur le revenu des particuliers et des remboursements de taxe sur les produits et services (TPS) ont eu une incidence sur les recettes budgétaires enregistrées en 2001-2002. Cela a donné lieu à une surestimation de l'excédent budgétaire d'avril 2001 et à une sous-estimation de ceux d'autres mois, sans toutefois que les résultats définitifs pour l'exercice s'en ressentent. Au départ, le montant estimatif de l'excédent de juillet 2001 était de 0,8 milliard de dollars.

### Résultats budgétaires en juillet 2002

Les recettes budgétaires ont diminué de 1,1 milliard de dollars, ou 7,3 %, en juillet 2002 par rapport à l'année précédente.

- Les recettes d'impôt sur le revenu des particuliers ont baissé de 0,3 milliard de dollars (4,9 %), surtout en raison de remboursements d'impôt plus élevés pour l'année d'imposition 2001. Cela a été contrebalancé en partie par des retenues plus élevées sur le revenu d'emploi, du fait d'une forte croissance de l'emploi depuis le début de l'année.
- Les recettes d'impôt sur les bénéfices des sociétés ont diminué de 0,9 milliard (42,6 %), en raison d'une augmentation des remboursements au titre de l'impôt payé en trop lors d'années antérieures.

Tableau 1
**État sommaire des opérations**

| | juillet | | d'avril à juillet | |
|---|---|---|---|---|
| | 2001 | 2002 | 2001-2002 | 2002-2003 |
| | | (M$) | | |
| **Opérations budgétaires** | | | | |
| Recettes | 14 568 | 13 509 | 61 841 | 56 743 |
| Dépenses de programmes | -9 741 | -10 549 | -37 557 | -40 148 |
| Solde de fonctionnement | 4 827 | 2 960 | 24 284 | 16 595 |
| Frais de la dette publique | -3 345 | -3 088 | -13 250 | -11 952 |
| Solde budgétaire (déficit ou excédent) | 1 482 | -128 | 11 034 | 4 643 |
| **Opérations non budgétaires** | 341 | 448 | -10 009 | -12 117 |
| **Ressources ou besoins financiers (opérations de change exclues)** | 1 823 | 320 | 1 025 | -7 474 |
| **Opérations de change** | -443 | 1 364 | -131 | 109 |
| **Solde financier net** | 1 380 | 1 684 | 894 | -7 365 |
| **Variation nette des emprunts** | -1 589 | -3 709 | -10 573 | -1 629 |
| **Variation nette de l'encaisse** | -209 | -2 025 | -9 679 | -8 994 |
| **Encaisse à la fin de la période** | | | 3 499 | 2 955 |

*Nota* – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets. Les estimations mensuelles établies pour 2001-2002 ont été modifiées par rapport à celles publiées antérieurement.

- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi sont demeurées à peu près inchangées, la diminution des taux de cotisation (les cotisations de l'employé en 2002 sont de 2,20 $ par tranche de 100 $ de gains assurables, comparativement à 2,25 $ en 2001) étant contrebalancée par l'augmentation du nombre de personnes occupant un emploi et versant de ce fait des cotisations.
- Les recettes associées aux taxes et droits d'accise ont progressé de 0,2 milliard de dollars, soit 5,1 %. Cette hausse tient pour l'essentiel à la forte augmentation des recettes de TPS, elle-même attribuable à une hausse des perceptions brutes et à une baisse des remboursements.
- Les recettes non fiscales ont nettement régressé, ce qui tient surtout au moment où elles sont perçues. Elles avaient augmenté sensiblement en juin.

D'une année sur l'autre, les dépenses de programmes ont augmenté de 0,8 milliard de dollars, soit 8,3 %, une hausse ayant été observée dans chacune des principales composantes.

- Les transferts aux particuliers ont progressé de 6,5 %. Les prestations aux aînés ont augmenté de 2,0 %. Cette hausse d'une année sur l'autre est moins élevée que ce que l'on prévoyait en raison du calendrier des paiements. L'augmentation de 15,7 % des prestations d'assurance-emploi est attribuable à la hausse des prestations ordinaires, entraînée par l'augmentation du nombre de bénéficiaires, et aux améliorations apportées au programme.
- Les transferts aux autres ordres de gouvernement ont crû de 4,2 %, en raison de la hausse des transferts en espèces dans le cadre du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS). Cette hausse fait suite à l'entente conclue par les premiers ministres en septembre 2000 en vue de faire passer le financement de base de 17,3 milliards en 2001-2002 à 18,6 milliards en 2002-2003.
- Les dépenses de programmes directes, soit la totalité des dépenses de programmes moins les transferts aux particuliers et aux autres ordres de gouvernement, ont augmenté de 11,8 % après avoir diminué de 4,9 % en juin. Les variations mensuelles de ces composantes sont attribuables en grande partie au calendrier des versements.

Tableau 2

**Recettes budgétaires**

| | juillet | | | d'avril à juillet | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2001 | 2002 | variation | 2001-2002 | 2002-2003 | variation |
| | (M$) | | (%) | (M$) | | (%) |
| **Impôts sur le revenu** | | | | | | |
| Impôt sur le revenu des particuliers | 6 358 | 6 048 | -4,9 | 29 917 | 26 110 | -12,7 |
| Impôt sur le revenu des sociétés | 2 028 | 1 164 | -42,6 | 8 859 | 6 504 | -26,6 |
| Autres | 291 | 363 | 24,7 | 1 203 | 1 168 | -2,9 |
| Total des recettes d'impôt sur le revenu | 8 677 | 7 575 | -12,7 | 39 979 | 33 782 | -15,5 |
| **Cotisations d'assurance-emploi** | 1 654 | 1 647 | -0,4 | 6 981 | 6 887 | -1,3 |
| **Taxes et droits d'accise** | | | | | | |
| Taxe sur les produits et services | 2 364 | 2 525 | 6,8 | 8 111 | 9 035 | 11,4 |
| Droits de douane à l'importation | 250 | 230 | -8,0 | 923 | 1 032 | 11,8 |
| Taxes de vente et d'accise | 784 | 781 | -0,4 | 2 959 | 3 066 | 3,6 |
| Air Travellers Security Charge | | 34 | | | 82 | |
| Total des taxes et droits d'accise | 3 398 | 3 570 | 5,1 | 11 993 | 13 215 | 10,2 |
| **Total des recettes fiscales** | 13 729 | 12 792 | -6,8 | 58 953 | 53 885 | -8,6 |
| **Recettes non fiscales** | 839 | 717 | -14,5 | 2 888 | 2 859 | -1,0 |
| **Total des recettes budgétaires** | 14 568 | 13 509 | -7,3 | 61 841 | 56,743 | -8,2 |

Les frais de la dette publique ont diminué de 7,4 % d'une année sur l'autre, et ce, en raison uniquement de la diminution du taux d'intérêt effectif moyen, étant donné que l'encours de la dette portant intérêt a légèrement augmenté.

## Résultats budgétaires d'avril à juillet 2002

L'excédent budgétaire estimatif pour les quatre premiers mois de 2002-2003 est de 4,6 milliards de dollars, comparativement à un excédent de 11,0 milliards lors de la même période en 2001-2002. Cette baisse s'explique par la diminution des recettes budgétaires – en raison surtout de certains facteurs reliés à l'année d'imposition 2001 – ainsi que par une hausse des dépenses de programmes. Par contre, les frais de la dette publique ont été moins élevés.

Au cours des quatre premiers mois de 2002-2003, les recettes budgétaires ont baissé de 5,1 milliards de dollars (8,2 %) d'une année sur l'autre.

- Les recettes d'impôt sur le revenu des particuliers ont baissé de 3,8 milliards, soit 12,7 %. La quasi-totalité de cette baisse est due à des versements finals plus bas et à des remboursements plus élevés relativement à l'année d'imposition 2001, du fait de la faiblesse des marchés boursiers et, par le fait même, de la diminution des gains en capital nets. Il faut toutefois remarquer que les résultats enregistrés pour la même période en 2001 ont été la conséquence des remarquables gains enregistrés sur les marchés boursiers en 2000, qui ont donné lieu à des paiements de règlement d'impôt records en avril et en mai 2001. Les résultats obtenus jusqu'ici ont également comme explication l'incidence des réductions d'impôt annoncées dans le budget de février 2000 et dans l'*Énoncé économique et mise à jour budgétaire* d'octobre 2000. La hausse d'impôt découlant de l'augmentation du revenu d'emploi a contrebalancé en partie la baisse de ces recettes.
- Les recettes d'impôt sur les bénéfices des sociétés ont diminué de 2,4 milliards (26,6 %), surtout en raison des remboursements plus élevés rattachés à l'impôt versé lors d'années antérieures. De plus, les acomptes provisionnels versés chaque mois sont plus bas, car ils sont calculés d'après les obligations fiscales en 2001, année où les bénéfices des sociétés ont chuté.

Tableau 3

**Dépenses budgétaires**

| | juillet | | | d'avril à juillet | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2001 | 2002 | variation | 2001-2002 | 2002-2003 | variation |
| | (M$) | | (%) | (M$) | | (%) |
| **Paiements de transfert** | | | | | | |
| Particuliers | | | | | | |
| Prestations aux aînés | 2 103 | 2 145 | 2,0 | 8 306 | 8 706 | 4,8 |
| Prestations d'assurance-emploi | 1 035 | 1 198 | 15,7 | 3 926 | 4 671 | 19,0 |
| Total | 3 138 | 3 343 | 6,5 | 12 232 | 13 377 | 9,4 |
| Autres ordres de gouvernement | | | | | | |
| Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux | 1 442 | 1 550 | 7,5 | 5 767 | 6 200 | 7,5 |
| Transferts fiscaux | 1 045 | 1 042 | -0,3 | 4 143 | 4 137 | -0,1 |
| Paiements de remplacement pour programmes permanents | -200 | -210 | 5,0 | -800 | -841 | 5,1 |
| Total | 2 287 | 2 382 | 4,2 | 9 110 | 9 496 | 4,2 |
| **Dépenses de programmes directes** | | | | | | |
| Subventions et autres programmes | | | | | | |
| Agriculture | 41 | 44 | 7,3 | 422 | 107 | -74,6 |
| Affaires étrangères | 177 | 208 | 17,5 | 503 | 421 | -16,3 |
| Santé | 121 | 175 | 44,6 | 394 | 499 | 26,6 |
| Développement des ressources humaines | 123 | 96 | -22,0 | 362 | 371 | 2,5 |
| Affaires indiennes et du Nord | 326 | 305 | -6,4 | 1 496 | 1 468 | -1,9 |
| Industrie et développement régional | 104 | 136 | 30,8 | 430 | 453 | 5,3 |
| Anciens combattants | 127 | 142 | 11,8 | 493 | 561 | 13,8 |
| Autres | 25 | 118 | 372,0 | 710 | 641 | -9,7 |
| Total | 1 044 | 1 224 | 17,2 | 4 810 | 4 521 | -6,0 |
| Paiements aux sociétés d'État | | | | | | |
| Société Radio-Canada | 80 | 75 | -6,3 | 400 | 407 | 1,8 |
| Société canadienne d'hypothèques et de logement | 158 | 153 | -3,2 | 632 | 642 | 1,6 |
| Autres | 136 | 194 | 42,6 | 574 | 670 | 16,7 |
| Total | 374 | 422 | 12,8 | 1 606 | 1 719 | 7,0 |
| Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital | | | | | | |
| Défense | 808 | 911 | 12,7 | 2 827 | 3 020 | 6,8 |
| Ensemble des autres dépenses ministérielles | 2 090 | 2 267 | 8,5 | 6 972 | 8 015 | 15,0 |
| Total | 2 898 | 3 178 | 9,7 | 9 799 | 11 035 | 12,6 |
| Total des dépenses de programmes directes | 4 316 | 4 824 | 11,8 | 16 215 | 17 275 | 6,5 |
| **Total des dépenses de programmes** | 9 741 | 10 549 | 8,3 | 37 557 | 40 148 | 6,9 |
| **Frais de la dette publique** | 3 345 | 3 096 | -7,4 | 13 250 | 11 952 | -9,8 |
| **Total des dépenses budgétaires** | 13 086 | 13 645 | 4,3 | 50 807 | 52 100 | 2,5 |
| Poste pour mémoire : total des transferts | 6 469 | 6 949 | 7,4 | 26 152 | 27 394 | 4,7 |

- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont connu une baisse très légère, découlant essentiellement de la diminution des taux de cotisation en 2002.
- Les recettes associées aux taxes et droits d'accise ont augmenté de 1,2 milliard (10,2 %), surtout en raison de la hausse des recettes provenant de la TPS, des droits de douane à l'importation et des taxes et droits d'accise sur le tabac, sans oublier l'instauration du droit pour la sécurité des passagers du transport aérien.
- Les recettes non fiscales ont baissé de 1,0 %.

Pendant les quatre premiers mois de l'année, les dépenses de programmes ont augmenté de 2,6 milliards de dollars (6,9 %) au cours de la période d'avril à juillet 2002 par rapport à la même période l'année précédente.

- Les transferts aux particuliers ont augmenté de 9,4 %, cette hausse se rapportant à la fois aux prestations aux aînés et aux prestations d'assurance-emploi.
- Les transferts aux autres ordres de gouvernement ont augmenté de 4,2 % en raison de la hausse des transferts en espèces dans le cadre du TCSPS. Par contre, les droits dans le cadre des programmes de transferts fiscaux sont demeurés à peu près inchangés, ce qui tient surtout au calendrier des paiements.
- Les dépenses de programmes directes ont augmenté de 6,5 %. Au cours des premiers mois de l'exercice, l'évolution de cette composante tient en grande partie au calendrier des paiements.

Les frais de la dette publique ont diminué de 1,3 milliard de dollars, soit 9,8 %, étant donné la baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur l'encours de la dette.

### Besoins financiers de 7,5 milliards de dollars (opérations de change exclues) pour la période d'avril à juillet 2002

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice modifiée, aux termes de laquelle les obligations de l'État sont comptabilisées à mesure qu'elles sont contractées, peu importe le moment où le paiement correspondant est effectué. De plus, le solde budgétaire ne vise que les activités sur lesquelles le gouvernement exerce un contrôle législatif.

En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Ils diffèrent du solde budgétaire puisqu'ils comprennent les opérations relatives aux prêts, aux placements et aux avances, aux comptes de pension des fonctionnaires, aux autres comptes à fins déterminées ainsi qu'à l'évolution des autres actifs et passifs financiers. Ces activités font partie des opérations non budgétaires. Le passage de la comptabilité d'exercice à la comptabilité de caisse est également pris en compte dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à des besoins nets de 12,1 milliards de dollars au cours des quatre premiers mois de 2002-2003, comparativement à des besoins nets de 10,0 milliards pour la même période en 2001-2002.

De ce fait, si l'on considère un excédent budgétaire de 4,6 milliards et des besoins nets de 12,1 milliards au titre des opérations non budgétaires, la période d'avril à juillet 2002 s'est soldée par des besoins financiers (opérations de change exclues) de 7,5 milliards, comparativement à des ressources financières de 1,0 milliard pour la même période en 2001-2002.

### Besoins financiers nets de 7,4 milliards de dollars pour la période d'avril à juillet 2002

Les opérations de change représentent toutes les opérations sur les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes. Ce compte a pour objet d'assurer la liquidité générale en devises pour l'État et de maintenir un marché des changes ordonné. Il renferme des placements en devises, les réserves d'or de l'État et des actifs prévus au titre des engagements du Canada envers le Fonds monétaire international (FMI). Le relèvement du niveau des réserves au moyen d'emprunts, de contributions fournies au FMI ou de la vente de dollars canadiens représente un besoin. Par contre, le rabaissement de ce niveau constitue une ressource. En tenant compte de tous ces facteurs, les quatre premiers mois de l'exercice 2002-2003 ont donné lieu à des ressources nettes de 0,1 milliard de dollars au titre des opérations de change, comparativement à des besoins nets de 0,1 milliard pour la même période en 2001-2002.

Tableau 4

**Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers**

| | juillet | | d'avril à juillet | |
|---|---|---|---|---|
| | 2001 | 2002 | 2001-2002 | 2002-2003 |
| | | (M$) | | |
| **Solde budgétaire (déficit ou excédent)** | 1 482 | -128 | 11 034 | 4 643 |
| **Prêts, placements et avances** | | | | |
| Sociétés d'État | -16 | 7 | 217 | 84 |
| Autres | -26 | -7 | 7 | 86 |
| Total | -42 | 0 | 224 | 170 |
| **Comptes à des fins déterminées** | | | | |
| Compte du Régime de pensions du Canada | -418 | -759 | -861 | -603 |
| Comptes de pension de retraite | 50 | 79 | -446 | -516 |
| Autres | 77 | 25 | 53 | -140 |
| Total | -291 | -655 | -1 254 | -1 259 |
| **Autres opérations** | 674 | 1 103 | -8 979 | -11 028 |
| **Total des opérations non budgétaires** | 341 | 448 | -10 009 | -12 117 |
| **Ressources ou besoins financiers (opérations de change exclues)** | 1 823 | 320 | 1 025 | -7 474 |
| **Opérations de change** | -443 | 1 364 | -131 | 109 |
| **Solde financier net** | 1 380 | 1 684 | 894 | -7 365 |

Tableau 5

**Solde financier net et emprunts nets**

| | juillet | | d'avril à juillet | |
|---|---|---|---|---|
| | 2001 | 2002 | 2001-2002 | 2002-2003 |
| | | (M$) | | |
| **Solde financier net** | 1 380 | 1 684 | 894 | -7 365 |
| **Augmentation (+) ou diminution (-) nettes des emprunts** | | | | |
| Payables en dollars canadiens | | | | |
| Obligations négociables | 400 | -29 | -1 641 | -6 081 |
| Obligations d'épargne du Canada | -70 | -91 | -236 | -403 |
| Bons du Trésor | -1 500 | -1 850 | -6 100 | 6 850 |
| Autres | 0 | 0 | -4 | -8 |
| Total | -1 170 | -1 970 | -7 981 | 358 |
| Payables en devises | | | | |
| Obligations négociables | 0 | -1 594 | -1 576 | -1 594 |
| Billets et prêts | 0 | | -41 | |
| Bons du Canada | -419 | -144 | -802 | -393 |
| Billets du Canada | 0 | 0 | -173 | 0 |
| Total | -419 | -1 738 | -2 592 | -1 987 |
| **Variation nette des emprunts** | -1 589 | -3 708 | -10 573 | -1 629 |
| **Variation de l'encaisse** | -209 | -2 024 | -9 679 | -8 994 |

Tableau 6

**État condensé de l'actif et du passif**[1]

| | 31 mars 2002 | 31 juillet 2002 | variation |
|---|---|---|---|
| | | (M$) | |
| **Passif** | | | |
| Créditeurs, charges à payer et provisions | 41 014 | 30 301 | -10 713 |
| Dette portant intérêt | | | |
| Régimes de retraite et autres comptes | | | |
| Régimes de retraite du secteur public | 127 209 | 126 693 | -516 |
| Régime de pensions du Canada (net des titres détenus) | 6 756 | 6 153 | -603 |
| Autres régimes de retraite et autres comptes | 7 454 | 7 314 | -140 |
| Total des régimes de retraite et autres comptes | 141 419 | 140 160 | -1 259 |
| Dette non échue | | | |
| Payable en dollars canadiens | | | |
| Obligations négociables | 293 865 | 287 763 | -6 102 |
| Bons du Trésor | 94 200 | 100 890 | 6 690 |
| Obligations d'épargne du Canada | 23 759 | 23 563 | -196 |
| Autres | 3 390 | 3 383 | -7 |
| Total partiel | 415 214 | 415 599 | 385 |
| Payable en devises | 27 033 | 25 044 | -1 989 |
| Total de la dette non échue | 442 247 | 440 643 | -1 604 |
| Total de la dette portant intérêt | 583 666 | 580 803 | -2 863 |
| Total du passif | 624 680 | 611 104 | -13 576 |
| **Actif** | | | |
| Encaisse et débiteurs | 14 796 | 6 142 | -8 654 |
| Comptes d'opérations de change | 52 119 | 52 010 | -109 |
| Prêts, placements et avances (nets des provisions) | 16 387 | 16 217 | -170 |
| Total de l'actif | 83 302 | 74 369 | -8 933 |
| **Déficit accumulé (dette publique nette)** | 541 378 | 536 735 | -4 643 |

[1] Selon un solde budgétaire de 6 milliards de dollars en 2001-2002.

Étant donné un excédent budgétaire de 4,6 milliards de dollars, des besoins nets de 12,1 milliards au titre des opérations non budgétaires et des ressources nettes de 0,1 milliard au titre des opérations de change, les besoins financiers nets pour la période d'avril à juillet 2002 se sont élevés à 7,4 milliards, comparativement à des ressources nettes de 0,9 milliard pour la même période en 2001-2002.

**Baisse de 1,6 milliard de dollars des emprunts nets pour la période d'avril à juillet 2002**

Pour financer ces besoins financiers nets, le gouvernement a réduit de 9,0 milliards ses encaisses, ce qui lui a aussi permis de baisser de 1,6 milliard l'encours de la dette contractée sur les marchés à la fin de juillet 2002. Le niveau des encaisses varie au fil des mois en fonction d'un certain nombre de facteurs, comme l'échéance périodique des principaux titres d'emprunt, qui peut fluctuer sensiblement d'un mois à l'autre.

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution, au (613) 995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant la publication, communiquer avec Peter DeVries, au (613) 996-7397.
Cette publication (ainsi que les dates provisoires de parution des numéros ultérieurs) se trouve également à l'adresse Internet suivante : www.fin.gc.ca.
*This publication is also available in English.*
Septembre 2002

# AUGUST

# AOÛT

Micromedia
ProQuest

20 Victoria Street
Toronto, Ontario M5C 2N8
Tel: (416) 362-5211
Toll free: 1-800-387-2689
Fax: (416) 362-6161

# La revue financière

Publication du ministère des Finances

## Points saillants

### Août 2002 : déficit budgétaire de 4 millions de dollars

Le mois d'août 2002 s'est soldé par un déficit budgétaire de 4 millions de dollars, comparativement à un excédent de 388 millions en août 2001. Cette détérioration du solde budgétaire d'une année sur l'autre est attribuable à une baisse des recettes budgétaires (de 472 millions), qui résulte principalement d'une hausse des remboursements d'impôt sur les bénéfices des entreprises, ainsi que d'une augmentation des dépenses de programmes (de 495 millions). L'impact de ces facteurs a été partiellement compensé par une baisse des frais de la dette publique (de 575 millions).

### D'avril à août 2002 : excédent budgétaire de 4,6 milliards de dollars

L'excédent budgétaire estimatif pour la période d'avril à août 2002 est de 4,6 milliards de dollars, en baisse de 6,8 milliards par rapport à l'excédent de 11,4 milliards pour la même période de l'exercice précédent. Cette baisse de l'excédent d'une année sur l'autre est attribuable en grande partie à certains facteurs reliés aux recettes d'impôt sur le revenu des particuliers et sur les bénéfices des sociétés pour l'année d'imposition 2001. Elle traduit le repli des marchés boursiers en 2001, qui a entraîné une hausse des remboursements et une baisse des paiements de règlement en avril et en mai 2002, de même qu'une augmentation des remboursements d'impôt sur les bénéfices des sociétés, les sociétés reportant les pertes subies en 2001 en réduction de l'impôt sur les bénéfices des années antérieures.

D'une année sur l'autre, le recul de l'excédent au cours des cinq premiers mois de l'année est imputable à la baisse de 5,6 milliards de dollars des recettes budgétaires et à l'augmentation de 3,1 milliards des dépenses de programmes, ce qui s'explique surtout par l'incidence des mesures budgétaires précédentes. Les frais de la dette publique ont diminué de 1,9 milliard étant donné la réduction du taux d'intérêt effectif moyen sur la dette portant intérêt.

### Août 2002 : résultats budgétaires

Les recettes budgétaires ont diminué de 472 millions de dollars (3,5 %) en août 2002 par rapport à l'année précédente.

- Les recettes d'impôt sur le revenu des particuliers ont baissé de 116 millions de dollars (2,0 %), surtout en raison de remboursements d'impôt plus élevés pour l'année d'imposition 2001. Malgré la forte hausse de l'emploi depuis le début de l'année, les retenues mensuelles sur le revenu d'emploi sont demeurées pratiquement inchangées.
- Les recettes d'impôt sur les bénéfices des sociétés ont diminué de 0,9 milliard de dollars (45,8 %), résultat de l'augmentation des remboursements relatifs à l'application des pertes à l'impôt payé lors d'années antérieures. En outre, les acomptes mensuels pour l'année d'imposition en cours sont un peu moins élevés.
- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont légèrement augmenté à mesure que l'augmentation du nombre de personnes occupant un emploi et versant de ce fait des cotisations compense l'impact de la diminution des taux de cotisation (les cotisations de

Tableau 1
**État sommaire des opérations**

| | août | | d'avril à août | |
|---|---|---|---|---|
| | 2001 | 2002 | 2001-2002 | 2002-2003 |
| | | (M$) | | |
| **Opérations budgétaires** | | | | |
| Recettes | 13 297 | 12 825 | 75 137 | 69 567 |
| Dépenses de programmes | -9 556 | -10 051 | -47 112 | -50 201 |
| Solde de fonctionnement | 3 741 | 2 774 | 28 025 | 19 366 |
| Frais de la dette publique | -3 353 | -2 778 | -16 603 | -14 730 |
| Solde budgétaire (déficit ou excédent) | 388 | -4 | 11 422 | 4 636 |
| **Opérations non budgétaires** | 463 | -83 | -9 548 | -12 200 |
| **Ressources ou besoins financiers (opérations de change exclues)** | 851 | -87 | 1 874 | -7 564 |
| **Opérations de change** | -1 022 | -682 | -1 153 | -573 |
| **Solde financier net** | -171 | -769 | 721 | -8 137 |
| **Variation nette des emprunts** | 5 767 | 5 743 | -4 806 | 4 115 |
| **Variation nette de l'encaisse** | 5 596 | 4 974 | -4 085 | -4 022 |
| **Encaisse à la fin de la période** | | | 9 097 | 7 927 |

*Nota* – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets. Les estimations mensuelles établies pour 2001-2002 ont été modifiées par rapport à celles publiées antérieurement.

l'employé en 2002 sont de 2,20 $ par tranche de 100 $ de gains assurables, comparativement à 2,25 $ en 2001).

- Les recettes associées aux taxes et droits d'accise ont fortement augmenté (570 millions de dollars, soit 18,1 %). Toutefois, cette hausse tient pour l'essentiel aux retards dans le traitement des remboursements de la taxe sur les produits et services (TPS), situation qui devrait être corrigée au cours des prochains mois, de sorte que l'augmentation globale des recettes de TPS correspondra davantage à celle de son assiette, c'est-à-dire les dépenses de consommation.
- Les recettes non fiscales ont diminué, ce qui tient au moment où elles sont perçues.

D'une année sur l'autre, les dépenses de programmes ont augmenté de 495 millions de dollars (5,2 %), une hausse ayant été observée dans chacune des principales composantes.

- Les transferts aux particuliers ont progressé de 3,7 %. Les prestations aux aînés ont augmenté de 5,2 %. Les prestations d'assurance-emploi ont légèrement augmenté, résultat du calendrier des paiements puisque l'on s'attendait à une hausse plus importante en raison de l'augmentation du nombre de bénéficiaires et des améliorations apportées au programme.
- Les transferts aux autres ordres de gouvernement ont crû de 4,2 % en raison de la hausse des transferts en espèces dans le cadre du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS). Cette hausse fait suite à l'entente conclue par les premiers ministres en septembre 2000 en vue de faire passer le financement de base de 17,3 milliards de dollars en 2001-2002 à 18,6 milliards en 2002-2003.

Tableau 2
**Recettes budgétaires**

| | août | | | d'avril à août | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2001 | 2002 | variation | 2001-2002 | 2002-2003 | variation |
| | (M$) | | (%) | (M$) | | (%) |
| **Impôts sur le revenu** | | | | | | |
| Impôt sur le revenu des particuliers | 5 758 | 5 642 | -2,0 | 35 675 | 31 752 | -11,0 |
| Impôt sur le revenu des sociétés | 1 972 | 1 069 | -45,8 | 10 831 | 7 573 | -30,1 |
| Autres | 258 | 264 | 2,3 | 1 462 | 1 432 | -2,1 |
| Total des recettes d'impôt sur le revenu | 7 988 | 6 975 | -12,7 | 47 968 | 40 757 | -15,0 |
| **Cotisations d'assurance-emploi** | 1 492 | 1 516 | 1,6 | 8 473 | 8 402 | -0,8 |
| **Taxes et droits d'accise** | | | | | | |
| Taxe sur les produits et services | 1 997 | 2 522 | 26,3 | 10 109 | 11 557 | 14,3 |
| Droits de douane à l'importation | 281 | 306 | 8,9 | 1 204 | 1 338 | 11,1 |
| Taxes de vente et d'accise | 864 | 848 | -1,9 | 3 823 | 3 916 | 2,4 |
| Droit pour la sécurité des passagers du transport aérien | | 36 | | | 119 | |
| Total des taxes et droits d'accise | 3 142 | 3 712 | 18,1 | 15 136 | 16 930 | 11,9 |
| **Total des recettes fiscales** | 12 622 | 12 203 | -3,3 | 71 577 | 66 089 | -7,7 |
| **Recettes non fiscales** | 675 | 622 | -7,9 | 3 560 | 3 478 | -2,3 |
| **Total des recettes budgétaires** | 13 297 | 12 825 | -3,5 | 75 137 | 69 567 | -7,4 |

- Les dépenses de programmes directes, soit la totalité des dépenses de programmes moins les transferts aux particuliers et aux autres ordres de gouvernement, ont augmenté de 6,8 %. Les variations mensuelles de ces composantes sont attribuables en grande partie au calendrier des versements.

Les frais de la dette publique ont diminué de 575 millions de dollars (17,1 %) d'une année sur l'autre en raison des ajustements au titre de l'amortissement relatif à des périodes antérieures et de la diminution du taux d'intérêt effectif moyen. L'encours de la dette portant intérêt a légèrement augmenté.

## D'avril à août 2002 : résultats budgétaires

L'excédent budgétaire estimatif pour les cinq premiers mois de 2002-2003 est de 4,6 milliards de dollars, comparativement à un excédent de 11,4 milliards lors de la même période en 2001-2002. Cette baisse s'explique par la diminution des recettes budgétaires – principalement attribuable à certains facteurs liés à l'année d'imposition 2001 – ainsi que par une hausse des dépenses de programmes. Par contre, les frais de la dette publique ont été moins élevés.

Au cours des cinq premiers mois de 2002-2003, les recettes budgétaires ont diminué de 5,6 milliards de dollars (7,4 %) d'une année sur l'autre. Parmi les principales composantes :

- Les recettes d'impôt sur le revenu des particuliers ont baissé de 3,9 milliards de dollars, soit 11,0 %. La quasi-totalité de cette baisse est due à des versements finals plus bas et à des remboursements plus élevés relativement à l'année d'imposition 2001, du fait de la faiblesse des marchés boursiers et, par le fait même, de la diminution des gains en capital nets. Il faut toutefois remarquer que les résultats enregistrés pour la même période en

Tableau 3

**Dépenses budgétaires**

| | août | | | d'avril à août | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2001 | 2002 | variation | 2001-2002 | 2002-2003 | variation |
| | (M$) | | (%) | (M$) | | (%) |
| **Paiements de transfert** | | | | | | |
| Particuliers | | | | | | |
| Prestations aux aînés | 2 074 | 2 182 | 5,2 | 10 380 | 10 888 | 4,9 |
| Prestations d'assurance-emploi | 1 004 | 1 010 | 0,6 | 4 929 | 5 680 | 15,2 |
| Total | 3 078 | 3 192 | 3,7 | 15 309 | 16 568 | 8,2 |
| Autres ordres de gouvernement | | | | | | |
| Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux | 1 442 | 1 550 | 7,5 | 7 208 | 7 750 | 7,5 |
| Transferts fiscaux | 1 045 | 1 042 | -0,3 | 5 190 | 5 180 | -0,2 |
| Paiements de remplacement pour programmes permanents | -200 | -210 | 5,0 | -1 000 | -1 051 | 5,1 |
| Total | 2 287 | 2 382 | 4,2 | 11 398 | 11 879 | 4,2 |
| **Dépenses de programmes directes** | | | | | | |
| Subventions et autres programmes | | | | | | |
| Agriculture | 22 | 78 | 254,5 | 445 | 185 | -58,4 |
| Affaires étrangères | 23 | 101 | 339,1 | 525 | 523 | -0,4 |
| Santé | 76 | 61 | -19,7 | 470 | 560 | 19,1 |
| Développement des ressources humaines | 111 | 146 | 31,5 | 473 | 517 | 9,3 |
| Affaires indiennes et du Nord | 284 | 302 | 6,3 | 1 780 | 1 770 | -0,6 |
| Industrie et développement régional | 166 | 165 | -0,6 | 595 | 618 | 3,9 |
| Anciens combattants | 127 | 139 | 9,4 | 620 | 699 | 12,7 |
| Autres | 132 | 187 | 41,7 | 843 | 828 | -1,8 |
| Total | 941 | 1 179 | 25,3 | 5 751 | 5 700 | -0,9 |
| Paiements aux sociétés d'État | | | | | | |
| Société Radio-Canada | 85 | 75 | -11,8 | 485 | 482 | -0,6 |
| Société canadienne d'hypothèques et de logement | 158 | 149 | -5,7 | 790 | 791 | 0,1 |
| Autres | 130 | 126 | -3,1 | 705 | 797 | 13,0 |
| Total | 373 | 350 | -6,2 | 1 980 | 2,070 | 4,5 |
| Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital | | | | | | |
| Défense | 669 | 761 | 13,8 | 3 496 | 3 780 | 8,1 |
| Ensemble des autres dépenses ministérielles | 2 208 | 2 187 | -1,0 | 9 178 | 10 204 | 11,2 |
| Total | 2 877 | 2 948 | 2,5 | 12 674 | 13 984 | 10,3 |
| Total des dépenses de programmes directes | 4 191 | 4 477 | 6,8 | 20 405 | 21 754 | 6,6 |
| **Total des dépenses de programmes** | 9 556 | 10 051 | 5,2 | 47 112 | 50 201 | 6,6 |
| **Frais de la dette publique** | 3 353 | 2 778 | -17,1 | 16 603 | 14 730 | -11,3 |
| **Total des dépenses budgétaires** | 12 909 | 12 829 | -0,6 | 63 715 | 64 931 | 1,9 |
| Poste pour mémoire : total des transferts | 6 306 | 6 753 | 7,1 | 32 458 | 34 147 | 5,2 |

2001 ont été la conséquence des remarquables gains enregistrés sur les marchés boursiers en 2000, qui ont donné lieu à des paiements de règlement d'impôt records en avril et en mai 2001. Les résultats obtenus jusqu'ici ont également comme explication l'incidence des réductions d'impôt annoncées dans le budget de février 2000 et dans l'*Énoncé économique et mise à jour budgétaire* d'octobre 2000. La hausse d'impôt découlant de l'augmentation du revenu d'emploi a contrebalancé en partie la baisse de ces recettes.

- Les recettes d'impôt sur les bénéfices des sociétés ont diminué de 3,3 milliards de dollars (30,1 %), surtout en raison des remboursements plus élevés rattachés à l'impôt versé lors d'années antérieures. De plus, les acomptes provisionnels versés chaque mois sont plus bas, car ils sont calculés d'après les obligations fiscales en 2001, année où les bénéfices des sociétés ont chuté.
- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont connu une légère baisse, découlant essentiellement de la diminution des taux de cotisation en 2002.
- Les recettes associées aux taxes et droits d'accise ont augmenté de 1,8 milliard (11,9 %), surtout en raison de la hausse des recettes provenant de la TPS, des droits de douane à l'importation et des taxes et droits d'accise sur le tabac, sans oublier l'instauration du droit pour la sécurité des passagers du transport aérien. Comme on l'a vu, cette hausse est en partie attribuable à un retard dans le traitement des remboursements de la TPS.
- Les recettes non fiscales ont diminué de 2,3 %.

Les dépenses de programmes ont augmenté de 3,1 milliards de dollars (6,6 %) au cours de la période d'avril à août 2002 par rapport à la même période l'année précédente.

- Les transferts aux particuliers ont augmenté de 8,2 %, cette hausse se rapportant à la fois aux prestations aux aînés et aux prestations d'assurance-emploi.
- Les transferts aux autres ordres de gouvernement ont augmenté de 4,2 % en raison de la hausse des transferts en espèces dans le cadre du TCSPS. Par contre, les droits dans le cadre des programmes de transferts fiscaux sont demeurés à peu près inchangés, ce qui tient surtout au calendrier des paiements.
- Les dépenses de programmes directes ont augmenté de 6,6 %. Durant les premiers mois de l'exercice, l'évolution de cette composante tient en grande partie au calendrier des paiements et à la mise en œuvre des mesures annoncées dans le budget de décembre 2001.

Les frais de la dette publique ont diminué de 1,9 milliard de dollars (11,3 %) étant donné la baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur l'encours de la dette.

### Besoins financiers de 7,6 milliards de dollars (opérations de change exclues) d'avril à août 2002

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice modifiée, aux termes de laquelle les obligations de l'État sont comptabilisées à mesure qu'elles sont contractées, peu importe le moment où le paiement correspondant est effectué. De plus, le solde budgétaire ne vise que les activités sur lesquelles le gouvernement exerce un contrôle législatif.

En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Ils diffèrent du solde budgétaire puisqu'ils comprennent les opérations relatives aux prêts, aux placements et aux avances, aux comptes de pension des fonctionnaires, aux autres comptes à fins déterminées ainsi qu'à l'évolution des autres actifs et passifs financiers. Ces activités font partie des opérations non budgétaires. Le passage de la comptabilité d'exercice à la comptabilité de caisse est également pris en compte dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à des besoins nets de 12,2 milliards de dollars au cours des cinq premiers mois de 2002-2003, comparativement à des besoins nets de 9,5 milliards pour la même période en 2001-2002.

Tableau 4

**Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers**

| | août | | d'avril à août | |
|---|---|---|---|---|
| | 2001 | 2002 | 2001-2002 | 2002-2003 |
| | | (M$) | | |
| **Solde budgétaire (déficit ou excédent)** | 388 | -4 | 11 422 | 4 636 |
| **Prêts, placements et avances** | | | | |
| Sociétés d'État | 31 | 12 | 248 | 95 |
| Autres | 15 | 60 | 22 | 148 |
| Total | 46 | 72 | 270 | 243 |
| **Comptes à des fins déterminées** | | | | |
| Compte du Régime de pensions du Canada | -334 | -216 | -1 196 | -820 |
| Comptes de pension de retraite | -22 | 146 | -466 | -370 |
| Autres | -15 | 12 | 39 | -128 |
| Total | -371 | -58 | -1 623 | -1 318 |
| **Autres opérations** | 788 | -97 | -8 195 | -11 125 |
| **Total des opérations non budgétaires** | 463 | -83 | -9 548 | -12 200 |
| **Ressources ou besoins financiers (opérations de change exclues)** | 851 | -87 | 1 874 | -7 564 |
| **Opérations de change** | -1 022 | -682 | -1 153 | -573 |
| **Solde financier net** | -171 | -769 | 721 | -8 137 |

Tableau 5

**Solde financier net et emprunts nets**

| | août | | d'avril à août | |
|---|---|---|---|---|
| | 2001 | 2002 | 2001-2002 | 2002-2003 |
| | | (M$) | | |
| **Solde financier net** | -171 | -769 | 721 | -8 137 |
| **Augmentation (+) ou diminution (-) nettes des emprunts** | | | | |
| Payables en dollars canadiens | | | | |
| Obligations négociables | 4 350 | 5 214 | 2 709 | -867 |
| Obligations d'épargne du Canada | -75 | -76 | -311 | -478 |
| Bons du Trésor | 1 700 | 600 | -4 400 | 7 450 |
| Autres | -1 | 0 | -6 | -8 |
| Total | 5 974 | 5 738 | -2 008 | 6 097 |
| Payables en devises | | | | |
| Obligations négociables | 0 | 0 | -1 576 | -1 594 |
| Billets et prêts | 0 | | -41 | |
| Bons du Canada | -207 | 5 | -1 008 | -388 |
| Billets du Canada | 0 | 0 | -173 | 0 |
| Total | -207 | 5 | -2 798 | -1 982 |
| **Variation nette des emprunts** | 5 767 | 5 743 | -4 806 | 4 115 |
| **Variation de l'encaisse** | 5 596 | 4 974 | -4 085 | -4 022 |

Tableau 6

**État condensé de l'actif et du passif**

| | 31 mars 2002 | 31 août 2002 | variation |
|---|---|---|---|
| | | (M$) | |
| **Passif** | | | |
| Créditeurs, charges à payer et provisions | 40 679 | 29 869 | -10 810 |
| Dette portant intérêt | | | |
| Régimes de retraite et autres comptes | | | |
| Régimes de retraite du secteur public | 126 921 | 126 551 | -370 |
| Régime de pensions du Canada (net des titres détenus) | 6 770 | 5 950 | -820 |
| Autres régimes de retraite et autres comptes | 7 469 | 7 341 | -128 |
| Total des régimes de retraite et autres comptes | 141 160 | 139 842 | -1 318 |
| Dette non échue | | | |
| Payable en dollars canadiens | | | |
| Obligations négociables | 293 843 | 292 955 | -888 |
| Bons du Trésor | 94 039 | 101 329 | 7 290 |
| Obligations d'épargne du Canada | 23 966 | 23 695 | -271 |
| Autres | 3 391 | 3 384 | -7 |
| Total partiel | 415 239 | 421 363 | 6 124 |
| Payable en devises | 27 032 | 25 048 | -1 984 |
| Total de la dette non échue | 442 271 | 446 411 | 4 140 |
| Total de la dette portant intérêt | 583 431 | 586 253 | 2 822 |
| Total du passif | 624 110 | 616 122 | -7 988 |
| **Actif** | | | |
| Encaisse et débiteurs | 16 829 | 13 147 | -3 682 |
| Comptes d'opérations de change | 52 046 | 52 619 | 573 |
| Prêts, placements et avances (nets des provisions) | 18 746 | 18 503 | -243 |
| Total de l'actif | 87 621 | 84 269 | -3 352 |
| **Déficit accumulé (dette publique nette)** | 536 489 | 531 853 | -4 636 |

De ce fait, si l'on considère un excédent budgétaire de 4,6 milliards de dollars et des besoins nets de 12,2 milliards au titre des opérations non budgétaires, la période d'avril à août 2002 s'est soldée par des besoins financiers (opérations de change exclues) de 7,6 milliards, comparativement à des ressources financières de 1,9 milliard pour la même période en 2001-2002.

### Besoins financiers nets de 8,1 milliards de dollars d'avril à août 2002

Les opérations de change représentent toutes les opérations sur les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes. Ce compte a pour objet d'assurer la liquidité générale en devises pour l'État et de maintenir un marché des changes ordonné. Il renferme des placements en devises, les réserves d'or de l'État et des actifs prévus au titre des engagements du Canada envers le Fonds monétaire international (FMI). Le relèvement du niveau des réserves au moyen d'emprunts, de contributions au FMI ou de la vente de dollars canadiens représente un besoin. Par contre, le rabaissement de ce niveau constitue une ressource. En tenant compte de tous ces facteurs, les cinq premiers mois de l'exercice 2002-2003 ont donné lieu à des besoins nets de 0,6 milliard de dollars au titre des opérations de change, comparativement à des besoins nets de 1,2 milliard pour la même période en 2001-2002.

Étant donné un excédent budgétaire de 4,6 milliards de dollars, des besoins nets de 12,2 milliards au titre des opérations non budgétaires et des besoins nets de 0,6 milliard au titre des opérations de change, les besoins financiers nets d'avril à août 2002 se sont élevés à 8,1 milliards, comparativement à des ressources nettes de 0,7 milliard pour la même période en 2001-2002.

### Emprunts nets en hausse de 4,1 milliards de dollars d'avril à août 2002

Pour financer ces besoins financiers nets de 8,1 milliards de dollars, le gouvernement a réduit de 4,0 milliards ses encaisses, et haussé de 4,1 milliards l'encours de la dette contractée sur les marchés à la fin d'août 2002. Le niveau des encaisses varie au fil des mois en fonction d'un certain nombre de facteurs, comme l'échéance périodique des principaux titres d'emprunt, qui peut fluctuer sensiblement d'un mois à l'autre.

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution, au (613) 995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Peter DeVries, au (613) 996-7397.
Cette publication (ainsi que les dates provisoires de parution des numéros ultérieurs) se trouve également à l'adresse Internet suivante : www.fin.gc.ca.
*This publication is also available in English.*
Octobre 2002

# SEPTEMBER

# SEPTEMBRE

Micromedia
ProQuest

20 Victoria Street
Toronto, Ontario M5C 2N8
Tel: (416) 362-5211
Toll free: 1-800-387-2689
Fax: (416) 362-6161

# La revue financière

Publication du ministère des Finances

## Points saillants

### Septembre 2002 : excédent budgétaire de 3,1 milliards de dollars

Le gouvernement a affiché un excédent budgétaire de 3,1 milliards de dollars en septembre 2002, comparativement à un excédent de 2,8 milliards en septembre 2001. D'importants excédents sont habituellement enregistrés en septembre, surtout en raison de l'inclusion des acomptes trimestriels d'impôt sur le revenu des particuliers. Cependant, les résultats actuels sont aussi touchés par la croissance plus forte que prévu des recettes de la taxe sur les produits et services (TPS), qui a augmenté à un rythme plus rapide que celle de l'assiette fiscale applicable, principalement à cause d'une baisse des remboursements de TPS. Étant donné que ces remboursements suivent habituellement de près les sommes brutes perçues, les recettes nettes de TPS et partant, l'excédent budgétaire, peuvent être quelque peu surestimés dans les résultats cumulatifs à ce jour.

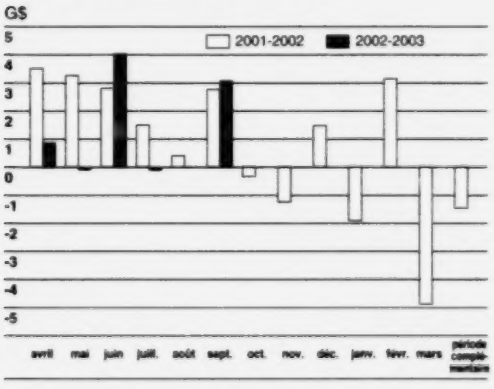
Les recettes budgétaires ont augmenté de 1,0 milliard de dollars d'une année sur l'autre, la presque totalité de cette hausse étant attribuable à la progression des recettes de la TPS. Les dépenses de programmes ont augmenté de 0,9 milliard, tandis que les frais de la dette publique ont diminué de 0,3 milliard.

### D'avril à septembre 2002 : excédent budgétaire de 7,8 milliards de dollars

L'excédent budgétaire estimatif pour la période d'avril à septembre 2002 s'établit à 7,8 milliards de dollars, en baisse de 6,4 milliards par rapport aux 14,2 milliards affichés à la même période en 2001-2002. Cette baisse de l'excédent d'une année sur l'autre est en grande partie imputable à des facteurs qui ont influé sur l'impôt des sociétés et sur l'impôt sur le revenu des particuliers à l'égard de l'année d'imposition 2001. Cette détérioration découle du recul du marché boursier en 2001, qui a entraîné des remboursements plus élevés et des paiements de règlement inférieurs en avril et en mai 2002, de même que des remboursements plus élevés d'impôt des sociétés, alors que ces dernières appliquent les pertes de 2001 à l'impôt versé au cours des années antérieures.

Selon les prévisions pour le reste de l'année, les remboursements de TPS correspondront davantage aux sommes brutes perçues, ce qui se traduira par des recettes nettes de TPS exprimant mieux la croissance de l'assiette fiscale applicable à la TPS. Ainsi, les résultats à ce jour sont conformes à l'excédent budgétaire estimatif de l'ensemble de l'année (4,0 milliards de dollars), présenté dans *La Mise à jour économique et financière* du 30 octobre.

**Excédent et déficit mensuels**




**Recettes et dépenses**
(d'avril à septembre 2002)

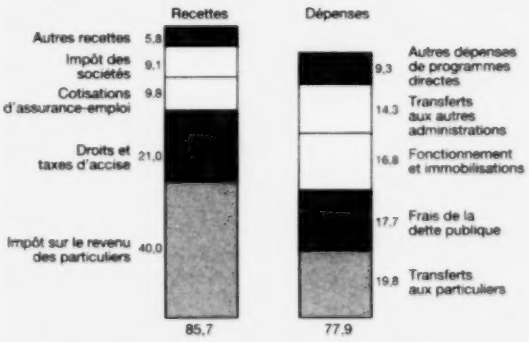


Tableau 1
**État sommaire des opérations**

| | septembre | | d'avril à septembre | |
|---|---|---|---|---|
| | 2001 | 2002 | 2001-2002 | 2002-2003 |
| | | (M$) | | |
| **Opérations budgétaires** | | | | |
| Recettes | 15 117 | 16 131 | 90 253 | 85 696 |
| Dépenses de programmes | -9 168 | -10 061 | -56 278 | -60 261 |
| Solde de fonctionnement | 5 949 | 6 070 | 33 975 | 25 435 |
| Frais de la dette publique | -3 198 | -2 935 | -19 801 | -17 665 |
| Solde budgétaire (déficit ou excédent) | 2 751 | 3 135 | 14 174 | 7 770 |
| **Opérations non budgétaires** | -458 | -1 390 | -9 999 | -13 588 |
| **Ressources ou besoins financiers (opérations de change exclues)** | 2 293 | 1 745 | 4 175 | -5 818 |
| **Opérations de change** | 1 652 | 1 271 | 499 | 698 |
| **Solde financier net** | 3 945 | 3 016 | 4 674 | -5 120 |
| **Variation nette des emprunts** | -9 449 | -7 018 | -14 254 | -2 904 |
| **Variation nette de l'encaisse** | -5 504 | -4 002 | -9 580 | -8 024 |
| **Encaisse à la fin de la période** | | | 3 595 | 3 924 |

*Nota* – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets. Les estimations mensuelles établies pour 2001-2002 ont été modifiées par rapport à celles publiées antérieurement.

## Septembre 2002 : résultats budgétaires

D'une année sur l'autre, l'excédent budgétaire a augmenté de 0,4 milliard de dollars pour atteindre 3,1 milliards en septembre 2002. Les recettes budgétaires ont progressé de 1,0 milliard d'une année sur l'autre, soit 6,7 %, en septembre 2002. Cette hausse est presque entièrement attribuable à l'augmentation des recettes de TPS.

- Les recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers ont diminué de 0,1 milliard de dollars, soit 1,3 %, principalement sous l'effet de la réduction de l'impôt versé par les déclarants trimestriels. Cela a largement neutralisé l'augmentation des retenues mensuelles sur le revenu d'emploi, qui traduit la forte croissance de l'emploi.
- Les recettes d'impôt des sociétés ont légèrement augmenté, la hausse des acomptes provisionnels ayant été largement compensée par une augmentation des remboursements.
- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont légèrement augmenté, car l'effet de la nausse du nombre de personnes employées qui, par conséquent, versent des cotisations, neutralise l'effet de la diminution des taux de cotisation (le taux des cotisations salariales pour 2002 s'établit à 2,20 $ par tranche de 100 $ de gains assurables, comparativement à 2,25 $ en 2001).
- Les recettes au titre des droits et taxes d'accise ont fortement augmenté (1,0 milliard de dollars, soit 32,7 %). Cette hausse est en grande partie attribuable à l'augmentation des recettes de TPS, qui ont progressé de 0,9 milliard, ou 44,6 %. Cette situation découle de la hausse des sommes brutes perçues et d'une diminution imprévue des remboursements.
- Les recettes non fiscales ont augmenté en raison de l'échelonnement des dates d'encaissement.

D'une année sur l'autre, les dépenses de programmes ont augmenté de 0,9 milliard de dollars, soit 9,7 %, toutes les composantes importantes ayant enregistré des hausses.

- Les transferts aux particuliers ont augmenté de 6,3 %. Les prestations aux aînés ont progressé de 2,4 %, tandis que les prestations d'assurance-emploi ont connu une croissance de 14,8 %.

Tableau 2
**Recettes budgétaires**

| | septembre | | | d'avril à septembre | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2001 | 2002 | variation | 2001-2002 | 2002-2003 | variation |
| | (M$) | | (%) | (M$) | | (%) |
| **Impôts sur le revenu** | | | | | | |
| Impôt sur le revenu des particuliers | 8 342 | 8 233 | -1,3 | 44 017 | 39 985 | -9,2 |
| Impôt sur le revenu des sociétés | 1 541 | 1 563 | 1,4 | 12 372 | 9 136 | -26,2 |
| Autres | 226 | 221 | -2,2 | 1 688 | 1 652 | -2,1 |
| Total des recettes d'impôt sur le revenu | 10 109 | 10 017 | -0,9 | 58 077 | 50 773 | -12,6 |
| **Cotisations d'assurance-emploi** | 1 342 | 1 374 | 2,4 | 9 815 | 9 776 | -0,4 |
| **Taxes et droits d'accise** | | | | | | |
| Taxe sur les produits et services | 1 990 | 2 877 | 44,6 | 12 098 | 14 432 | 19,3 |
| Droits de douane à l'importation | 243 | 280 | 15,2 | 1 447 | 1 618 | 11,8 |
| Taxes de vente et d'accise | 819 | 861 | 5,1 | 4 642 | 4 776 | 2,9 |
| Droit pour la sécurité des passagers du transport aérien | | 32 | | | 151 | |
| Total des taxes et droits d'accise | 3 052 | 4 050 | 32,7 | 18 187 | 20 977 | 15,3 |
| **Total des recettes fiscales** | 14 503 | 15 441 | 6,5 | 86 079 | 81 526 | -5,3 |
| **Recettes non fiscales** | 614 | 690 | 12,4 | 4 174 | 4 170 | -0,1 |
| **Total des recettes budgétaires** | 15 117 | 16 131 | 6,7 | 90 253 | 85 696 | -5,0 |

Ces deux composantes ont été touchées par l'échelonnement des paiements entre les mois d'août et de septembre. Le mois dernier, la hausse d'une année sur l'autre des prestations aux aînés a été plus forte que prévu, tandis que dans le cas des prestations d'assurance-emploi, elle a été passablement moins élevée que prévu.

- Les transferts aux autres administrations ont marqué une hausse de 4,0 %, à la suite de l'augmentation des transferts en espèces dans le cadre du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS). Cette augmentation reflète l'entente signée en septembre 2000 par les premiers ministres en vue de faire passer le plancher de ces transferts de 17,3 milliards de dollars en 2001-2002 à 18,6 milliards en 2002-2003.
- Les dépenses de programmes directes, qui représentent la totalité des dépenses de programmes, moins les transferts aux particuliers et aux autres administrations, ont augmenté de 16,0 %. Les variations mensuelles de cette composante sont principalement attribuables à l'échelonnement des paiements.

D'une année sur l'autre, les frais de la dette publique ont diminué de 0,3 milliard de dollars, c'est-à-dire 8,2 %, en raison d'une baisse de l'encours de la dette portant intérêt et de la baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur la dette.

## D'avril à septembre 2002 : résultats budgétaires

Au cours des six premiers mois de l'exercice 2002- 2003, l'excédent budgétaire estimatif s'est établi à 7,8 milliards de dollars, comparativement à un excédent de 14,2 milliards pour la même période en 2001-2002. Cette baisse met en lumière la diminution des recettes budgétaires, en grande partie en raison de l'évolution de la situation au cours de l'année d'imposition 2001, et l'augmentation des dépenses de programmes. Par contre, les frais de la dette publique ont diminué.

Au cours des six premiers mois de 2002-2003, les recettes budgétaires ont régressé de 4,6 milliards de dollars, soit 5,0 %, d'une année sur l'autre.

Tableau 3
**Dépenses budgétaires**

| | septembre | | | d'avril à septembre | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2001 | 2002 | variation | 2001-2002 | 2002-2003 | variation |
| | (M$) | | (%) | (M$) | | (%) |
| **Paiements de transfert** | | | | | | |
| Particuliers | | | | | | |
| Prestations aux aînés | 2 121 | 2 171 | 2,4 | 12 501 | 13 059 | 4,5 |
| Prestations d'assurance-emploi | 967 | 1 110 | 14,8 | 5 897 | 6 790 | 15,1 |
| Total | 3 088 | 3 281 | 6,3 | 18 398 | 19 849 | 7,9 |
| Autres administrations | | | | | | |
| Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux | 1 442 | 1 550 | 7,5 | 8 650 | 9 300 | 7,5 |
| Transferts fiscaux | 1 046 | 1 040 | -0,6 | 6 236 | 6 220 | -0,3 |
| Paiements de remplacement pour programmes permanents | -200 | -210 | 5,0 | -1 200 | -1 261 | 5,1 |
| Total | 2 288 | 2 380 | 4,0 | 13 686 | 14 259 | 4,2 |
| **Dépenses de programmes directes** | | | | | | |
| Subventions et autres programmes | | | | | | |
| Agriculture | 19 | 43 | 126,3 | 463 | 229 | -50,5 |
| Affaires étrangères | 108 | 97 | -10,2 | 633 | 620 | -2,1 |
| Santé | 121 | 157 | 29,8 | 591 | 717 | 21,3 |
| Développement des ressources humaines | 152 | 122 | -19,7 | 625 | 639 | 2,2 |
| Affaires indiennes et du Nord | 348 | 269 | -22,7 | 2 129 | 2 039 | -4,2 |
| Industrie et développement régional | 12 | 67 | 458,3 | 607 | 685 | 12,9 |
| Anciens combattants | 127 | 142 | 11,8 | 747 | 841 | 12,6 |
| Autres | 216 | 227 | 5,1 | 1 055 | 1 054 | -0,1 |
| Total | 1 103 | 1 124 | 1,9 | 6 850 | 6 824 | -0,4 |
| Paiements aux sociétés d'État | | | | | | |
| Société Radio-Canada | 80 | 91 | 13,8 | 565 | 573 | 1,4 |
| Société canadienne d'hypothèques et de logement | 158 | 195 | 23,4 | 948 | 986 | 4,0 |
| Autres | 146 | 139 | -4,8 | 851 | 936 | 10,0 |
| Total | 384 | 425 | 10,7 | 2 364 | 2 495 | 5,5 |
| Dépenses de fonctionnement et d'immobilisations | | | | | | |
| Défense | 742 | 908 | 22,4 | 4 238 | 4 688 | 10,6 |
| Ensemble des autres dépenses ministérielles | 1 563 | 1 943 | 24,3 | 10 742 | 12 146 | 13,1 |
| Total | 2 305 | 2 851 | 23,7 | 14 980 | 16 834 | 12,4 |
| Total des dépenses de programmes directes | 3 792 | 4 400 | 16,0 | 24 194 | 26 153 | 8,1 |
| **Total des dépenses de programmes** | 9 168 | 10 061 | 9,7 | 56 278 | 60 261 | 7,1 |
| **Frais de la dette publique** | 3 198 | 2 935 | -8,2 | 19 801 | 17 665 | -10,8 |
| **Total des dépenses budgétaires** | 12 366 | 12 996 | 5,1 | 76 079 | 77 926 | 2,4 |
| Poste pour mémoire : total des transferts | 6 479 | 6 785 | 4,7 | 38 934 | 40 932 | 5,1 |

Parmi les principales composantes de ces recettes :

- Les recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers ont diminué de 4,0 milliards de dollars, soit 9,2 %. La presque totalité de cette baisse est imputable à la diminution des paiements d'impôt définitifs et aux remboursements plus élevés à l'égard de l'année d'imposition 2001, ce qui traduit la faiblesse du marché boursier et, donc, des gains nets de capital plus faibles. Les acomptes trimestriels ont aussi régressé, ces versements se fondant maintenant en grande partie sur l'impôt à payer pour 2001. Notons que les résultats de la même période en 2001 avaient été touchés par des gains marqués du marché boursier en 2000, à la suite du paiement de règlements d'impôt définitifs record en avril et en mai 2001. Les résultats à ce jour ont aussi été freinés par les réductions d'impôt annoncées dans le budget de février 2000 et dans l'*Énoncé économique et mise à jour budgétaire* d'octobre 2000. L'augmentation des impôts liés à la hausse du revenu d'emploi a partiellement compensé ces répercussions.
- Les recettes d'impôt des sociétés ont diminué de 3,2 milliards de dollars (26,2 %), surtout en raison de l'augmentation des remboursements se rapportant aux paiements d'impôt des exercices antérieurs. En outre, les acomptes mensuels sont moins élevés, car ils reposent en grande partie sur l'impôt à payer pour 2001, année où les bénéfices des sociétés ont diminué.
- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont légèrement diminué, principalement en raison de l'abaissement des taux de cotisation appliqués en 2002.
- Les recettes au titre des droits et des taxes d'accise ont augmenté de 2,8 milliards de dollars (15,3 %), surtout sous l'effet de l'augmentation des recettes de TPS, des droits de douane sur l'importation et des taxes et droits d'accise sur le tabac, de même que de la mise en place du droit sur la sécurité des passagers du transport aérien. Les recettes provenant de la taxe sur l'énergie ont diminué. Les recettes de TPS ont augmenté de 19,3 %, comparativement à une hausse d'environ 4 % de l'assiette fiscale applicable (dépenses de consommation). L'écart des taux de croissance est en grande partie attribuable à une diminution des remboursements, ce qui semble se traduire par une surestimation de l'augmentation sous-jacente des recettes nettes de TPS. Habituellement, les remboursements de TPS suivent de près la croissance des sommes brutes perçues à ce titre. Selon les prévisions, pour le reste de l'année, ces remboursements suivront encore de plus près l'évolution des sommes brutes perçues à ce titre, ce qui permettra de faire correspondre davantage les recettes nettes de la TPS et la croissance de l'assiette fiscale applicable à celle-ci.
- Les recettes non fiscales n'ont presque pas changé par rapport à la même période l'année dernière.

Au cours des six premiers mois de 2002-2003, les dépenses de programmes ont progressé de 4,0 milliards de dollars, soit 7,1 %, comparativement à la même période l'année dernière.

- Les transferts aux particuliers ont augmenté de 7,9 %, sous l'effet de la hausse des prestations aux aînés et des prestations d'assurance-emploi. La progression des prestations aux aînés reflète la hausse du nombre de personnes admissibles aux prestations, de même que le relèvement des prestations moyennes, qui sont rajustées trimestriellement pour tenir compte de l'évolution des prix à la consommation.
- Les transferts aux autres administrations ont augmenté de 4,2 %, en raison de la hausse des transferts en espèces effectués en vertu du TCSPS. Les droits prévus dans le cadre des programmes de transferts fiscaux n'ont presque pas changé, principalement à cause de l'échelonnement des paiements.
- Les dépenses de programmes directes ont progressé de 8,1 %. Les subventions et autres transferts n'ont presque pas changé. L'évolution de cette composante est en grande partie touchée par l'échelonnement des paiements. Les paiements aux sociétés d'État ont augmenté de 5,5 %. Les dépenses de fonctionnement et d'immobilisations des ministères et des organismes ont progressé de 12,4 %, en partie à cause de la mise en œuvre d'initiatives annoncées dans le budget de décembre 2001.

Les frais de la dette publique ont diminué de 2,1 milliards de dollars, soit 10,8 %, sous l'effet d'une réduction de l'encours de la dette portant intérêt et de l'abaissement du taux d'intérêt effectif moyen sur cette dette.

Tableau 4

**Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers**

| | septembre | | d'avril à septembre | |
|---|---|---|---|---|
| | 2001 | 2002 | 2001-2002 | 2002-2003 |
| | | (M$) | | |
| **Solde budgétaire (déficit ou excédent)** | 2 751 | 3 135 | 14 174 | 7 770 |
| **Prêts, placements et avances** | | | | |
| Sociétés d'État | 106 | 87 | 355 | 182 |
| Autres | -528 | -565 | -507 | -417 |
| Total | -422 | -478 | -152 | -235 |
| **Comptes à des fins déterminées** | | | | |
| Compte du Régime de pensions du Canada | 578 | 140 | -618 | -679 |
| Comptes de pension de retraite | -199 | -830 | -663 | -1 118 |
| Autres | -6 | -2 | 34 | -130 |
| Total | 373 | -692 | -1 247 | -1 927 |
| **Autres opérations** | -409 | -220 | -8 600 | -11 426 |
| **Total des opérations non budgétaires** | -458 | -1 390 | -9 999 | -13 588 |
| **Ressources ou besoins financiers (opérations de change exclues)** | 2 293 | 1 745 | 4 175 | -5 818 |
| **Opérations de change** | 1 652 | 1 271 | 499 | 698 |
| **Solde financier net** | 3 945 | 3 016 | 4 674 | -5 120 |

Tableau 5

**Solde financier net et emprunts nets**

| | septembre | | d'avril à septembre | |
|---|---|---|---|---|
| | 2001 | 2002 | 2001-2002 | 2002-2003 |
| | | (M$) | | |
| **Solde financier net** | 3 945 | 3 016 | 4 674 | -5 120 |
| **Augmentation (+) ou diminution (-) nette des emprunts** | | | | |
| Payables en dollars canadiens | | | | |
| Obligations négociables | -8 693 | -7 449 | -5 983 | -8 317 |
| Obligations d'épargne du Canada | -38 | -51 | -349 | -530 |
| Bons du Trésor | 400 | 550 | -4 000 | 8 000 |
| Autres | -4 | -5 | -9 | -12 |
| Total | -8 335 | -6 955 | -10 341 | -859 |
| Payables en devises | | | | |
| Obligations négociables | 0 | 0 | -1 576 | -1 594 |
| Billets et prêts | 0 | | -41 | |
| Bons du Canada | -1 114 | -63 | -2 123 | -451 |
| Billets du Canada | 0 | 0 | -173 | 0 |
| Total | -1 114 | -63 | -3 913 | -2 045 |
| **Variation nette des emprunts** | -9 449 | -7 018 | -14 254 | -2 904 |
| **Variation de l'encaisse** | -5 504 | -4 002 | -9 580 | -8 024 |

Tableau 6
**État condensé de l'actif et du passif**

| | 31 mars 2002 | 30 septembre 2002 | variation |
|---|---|---|---|
| | | (M$) | |
| **Passif** | | | |
| Créditeurs, charges à payer et provisions | 40 679 | 31 009 | -9 670 |
| Dette portant intérêt | | | |
| Régimes de retraite et autres comptes | | | |
| Régimes de retraite du secteur public | 126 921 | 125 803 | -1 118 |
| Régime de pensions du Canada (net des titres détenus) | 6 770 | 6 091 | -679 |
| Autres régimes de retraite et autres comptes | 7 469 | 7 339 | -130 |
| Total des régimes de retraite et autres comptes | 141 160 | 139 232 | -1 928 |
| Dette non échue | | | |
| Payable en dollars canadiens | | | |
| Obligations négociables | 293 843 | 285 526 | -8 317 |
| Bons du Trésor | 94 039 | 102 039 | 8 000 |
| Obligations d'épargne du Canada | 23 966 | 23 436 | -530 |
| Autres | 3 391 | 3 379 | -12 |
| Total partiel | 415 239 | 414 380 | -859 |
| Payable en devises | 27 032 | 24 987 | -2 045 |
| Total de la dette non échue | 442 271 | 439 366 | -2 905 |
| Total de la dette portant intérêt | 583 431 | 578 599 | -4 832 |
| Total du passif | 624 110 | 609 607 | -14 502 |
| **Actif** | | | |
| Encaisse et débiteurs | 16 829 | 10 559 | -6 270 |
| Comptes d'opérations de change | 52 046 | 51 348 | -698 |
| Prêts, placements et avances (nets des provisions) | 18 746 | 18 981 | 235 |
| Total de l'actif | 87 621 | 80 889 | -6 733 |
| **Déficit accumulé (dette publique nette)** | 536 489 | 528 718 | -7 770 |

## Besoins financiers de 5,8 milliards de dollars (opérations de change exclues) d'avril à septembre 2002

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice modifiée, aux termes de laquelle les obligations de l'État sont comptabilisées à mesure qu'elles sont engagées, peu importe le moment où le paiement correspondant est effectué. De plus, le solde budgétaire ne vise que les activités sur lesquelles l'État exerce un contrôle législatif.

En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Ils diffèrent du solde budgétaire puisqu'ils comprennent les opérations relatives aux prêts, aux placements et aux avances, aux comptes de pension des fonctionnaires fédéraux, aux autres comptes à fins déterminées, ainsi qu'à l'évolution des actifs et passifs. Ces activités font partie des opérations non budgétaires. Le passage de la comptabilité d'exercice à la comptabilité de caisse est également pris en compte dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à des besoins nets de 13,6 milliards de dollars au cours des six premiers mois de 2002-2003, comparativement à des besoins nets de 10,0 milliards à la même période l'an dernier. Une partie de cette augmentation des besoins est attribuable à la diminution des transferts aux comptes de perception fiscale en raison de la baisse des recettes d'impôt sur le revenu des particuliers et d'impôt des sociétés au cours des six premiers mois de l'année comparativement à la même période l'an dernier.

Par conséquent, l'excédent budgétaire de 7,8 milliards de dollars et les besoins nets de 13,6 milliards au chapitre des opérations non budgétaires ont donné lieu à des besoins financiers (opérations de changes exclues) de 5,8 milliards de dollars d'avril à septembre 2002, comparativement à des ressources financières de 4,2 milliards au cours de la même période l'an dernier.

## Besoins financiers nets de 5,1 milliards de dollars d'avril à septembre 2002

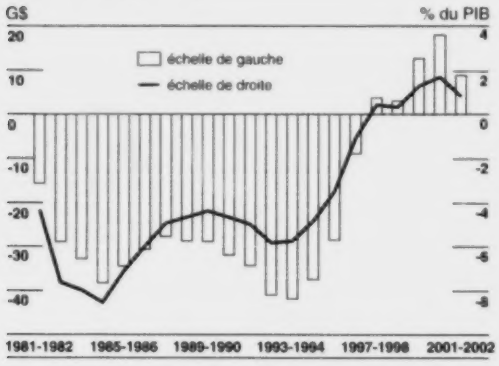
Les opérations de change représentent toutes les opérations sur les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes. Ce compte a pour objet d'assurer la liquidité générale pour l'État et de maintenir un marché des changes ordonné. Il renferme des placements en devises, les réserves d'or de l'État et des actifs prévus au titre des engagements du Canada envers le Fonds monétaire international (FMI). Le relèvement du niveau des réserves au moyen d'emprunts, de contributions au FMI ou de la vente de dollars canadiens représente un besoin. Par contre, le rabaissement de ce niveau constitue une ressource. En tenant compte de tous ces facteurs, on a enregistré des ressources nettes de 0,7 milliard de dollars au cours des six premiers mois de 2002-2003, comparativement à des ressources nettes de 0,5 milliard à la même période en 2001-2002.

Avec un excédent budgétaire de 7,8 milliards de dollars, des besoins nets de 13,6 milliards au chapitre des opérations non budgétaires et des ressources nettes de 0,7 milliard au titre des opérations de change, les besoins financiers nets s'établissaient à 5,1 milliards de dollars pour la période d'avril à septembre 2002, comparativement à des ressources nettes de 4,7 milliards au cours de la même période l'an dernier.

## Emprunts nets en baisse de 2,9 milliards de dollars d'avril à septembre 2002

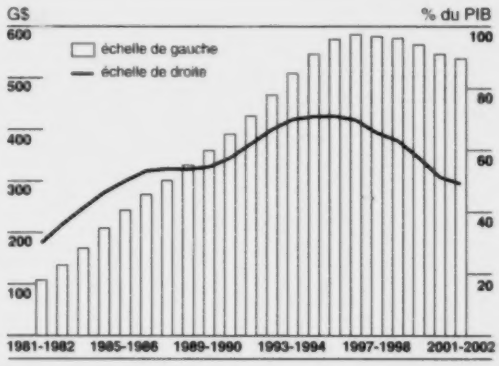
Pour financer ces besoins financiers nets de 5,1 milliards de dollars, l'État a réduit le solde de son encaisse de 8,0 milliards pour le faire passer à 3,9 milliards. Cela lui a également permis de réduire l'encours de sa dette contractée sur les marchés de 2,9 milliards de dollars à la fin de septembre 2002. Le niveau des soldes de caisse varie au fil des mois en fonction d'un certain nombre de facteurs, comme l'échéance périodique des principaux titres d'emprunt, qui peut fluctuer sensiblement d'un mois à l'autre.

**Solde budgétaire**




Sources : *Comptes publics du Canada* et Statistique Canada

**Dette nette**




Sources : *Comptes publics du Canada* et Statistique Canada

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution, au (613) 995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Peter DeVries, au (613) 996-7397.
Cette publication (ainsi que les dates provisoires de parution des numéros ultérieurs) se trouve également à l'adresse Internet suivante : www.fin.gc.ca.
*This publication is also available in English.*
Novembre 2002

# OCTOBER

# OCTOBRE

Micromedia
ProQuest

20 Victoria Street
Toronto, Ontario M5C 2N8
Tel: (416) 362-5211
Toll free: 1-800-387-2689
Fax: (416) 362-6161

# La revue financière

Publication du ministère des Finances

## Faits saillants

### Octobre 2002 : excédent budgétaire de 126 millions de dollars

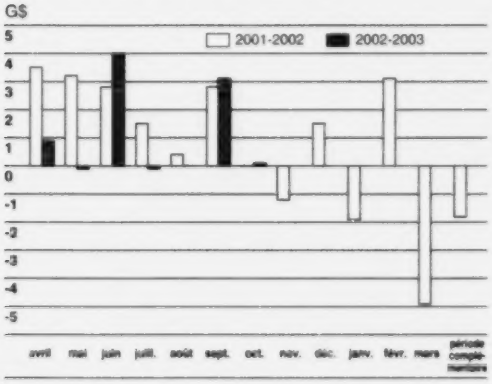
Le gouvernement a affiché un excédent budgétaire de 126 millions de dollars en octobre 2002, comparativement à un déficit de 42 millions en octobre 2001. Cette amélioration d'une année sur l'autre est entièrement attribuable à une baisse (de 204 millions) des frais de la dette publique, alors que les recettes budgétaires ont légèrement diminué (de 14 millions) et que les dépenses de programmes ont légèrement augmenté (de 22 millions).

### D'avril à octobre 2002 : excédent budgétaire de 7,9 milliards de dollars

L'excédent budgétaire estimatif pour la période d'avril à octobre 2002 s'établit à 7,9 milliards de dollars, en baisse de 6,2 milliards par rapport à l'excédent de 14,1 milliards affichés à la même période en 2001-2002. Cette baisse de l'excédent d'une année sur l'autre est en grande partie imputable à des facteurs qui ont influé sur l'impôt sur le revenu des particuliers et l'impôt des sociétés à l'égard de l'année d'imposition 2001. Cette détérioration découle du recul du marché boursier en 2001, qui a entraîné des remboursements plus élevés et des paiements de règlement inférieurs en avril et en mai 2002, de même que des remboursements plus élevés d'impôt des sociétés, alors que ces dernières appliquent les pertes de 2001 à l'impôt versé au cours des années antérieures.

Les résultats de 2002-2003 sont également touchés par une hausse plus forte que prévu des recettes au titre de la taxe sur les produits et services (TPS). Ces recettes ont augmenté plus vite que l'assiette de cette taxe, surtout en raison de la baisse des remboursements de TPS. Puisque les remboursements de TPS reflètent habituellement de près les recette brutes, les résultats d'une année sur l'autre peuvent surestimer dans une certaine mesure les recettes nettes au titre de la TPS, et donc l'excédent budgétaire. Selon les prévisions pour le reste de l'année, les remboursements de TPS correspondront davantage aux sommes brutes perçues, ce qui se traduira par des recettes nettes de TPS exprimant mieux la croissance de l'assiette fiscale applicable à la TPS. Ainsi, les résultats à ce jour sont conformes à l'excédent budgétaire estimatif de l'ensemble de l'année (4,0 milliards de dollars), présenté dans *La Mise à jour économique et financière* du 30 octobre 2002.

**Excédent et déficit mensuels**




**Recettes et dépenses**
(d'avril à octobre 2002)

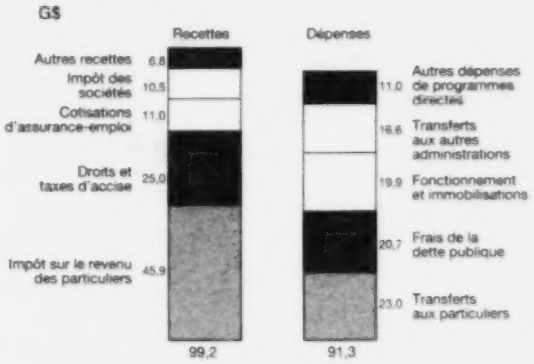


Tableau 1
**État sommaire des opérations**

| | octobre | | d'avril à octobre | |
|---|---|---|---|---|
| | 2001 | 2002 | 2001-2002 | 2002-2003 |
| | | | (M$) | |
| **Opérations budgétaires** | | | | |
| Recettes | 13 520 | 13 506 | 103 772 | 99 201 |
| Dépenses de programmes | -10 275 | -10 297 | -66 554 | -70 558 |
| Solde de fonctionnement | 3 245 | 3 209 | 37 218 | 28 643 |
| Frais de la dette publique | -3 287 | -3 083 | -23 088 | -20 748 |
| Solde budgétaire (déficit ou excédent) | -42 | 126 | 14 130 | 7 895 |
| **Opérations non budgétaires** | -1 830 | -403 | -11 829 | -13 989 |
| **Ressources ou besoins financiers (opérations de change exclues)** | -1 872 | -277 | 2 301 | -6 094 |
| **Opérations de change** | -1 010 | -1 217 | -512 | -519 |
| **Solde financier net** | -2 882 | -1 494 | 1 789 | -6 613 |
| **Variation nette des emprunts** | 4 546 | 757 | -9 708 | -2 148 |
| **Variation nette de l'encaisse** | 1 664 | -737 | -7 919 | -8 761 |
| **Encaisse à la fin de la période** | | | 5 259 | 3 189 |

*Nota* – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets. Les estimations établies pour 2001-2002 ont été modifiées par rapport à celles publiées antérieurement.

## Octobre 2002 : résultats budgétaires

Le solde budgétaire a augmenté de 168 millions de dollars d'une année sur l'autre, passant d'un déficit de 42 millions en octobre 2001 à un excédent de 126 millions en octobre 2002. D'une année sur l'autre, les recettes budgétaires ont diminué de 14 millions (0,1 %) en octobre 2002, alors que les recettes fiscales plus élevées ont été plus que compensées par des recettes non fiscales plus faibles.

- Les recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 0,2 milliard (4,2 %), surtout en raison de la hausse des retenues mensuelles sur le revenu d'emploi, ce qui traduit la forte progression de l'emploi, et de la baisse des remboursements.
- Les recettes de l'impôt sur les bénéfices des sociétés ont fléchi de 0,1 milliard (6,4 %) en raison de la baisse des acomptes et de la hausse des remboursements.
- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont légèrement augmenté, à mesure que la hausse du nombre de personnes occupant un emploi et versant de ce fait des cotisations compense l'impact de la diminution des taux de cotisation (les cotisations de l'employé en 2002 sont de 2,20 $ par tranche de 100 $ de gains assurables, comparativement à 2,25 $ en 2001).
- Les recettes au titre des taxes et des droits d'accise ont légèrement augmenté. Toutefois, on constate d'importants écarts entre les principales composantes. Les recettes au titre de la TPS ont chuté de 8,1 %, résultat à la fois d'une baisse des recettes brutes et d'une hausse des remboursements. Les droits de douane à l'importation ont aussi diminué. Par contre, les taxes sur l'énergie et les autres taxes et droits d'accise ont nettement progressé. La hausse des taxes sur l'énergie est surtout attribuable à l'échelonnement des dates d'encaissement, qui a fait baisser les rentrées d'octobre 2001. La hausse des autres taxes et droits d'accise résulte principalement d'une augmentation des taxes d'accise sur le tabac.
- Les recettes non fiscales ont diminué de 0,2 milliard, ce qui traduit l'échelonnement des dates d'encaissement. Elles avaient fortement progressé d'une année sur l'autre en septembre 2002.

Tableau 2
**Recettes budgétaires**

| | octobre | | | d'avril à octobre | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2001 | 2002 | variation | 2001-2002 | 2002-2003 | variation |
| | (M$) | | (%) | (M$) | | (%) |
| **Impôts sur le revenu** | | | | | | |
| Impôt sur le revenu des particuliers | 5 700 | 5 940 | 4,2 | 49 718 | 45 924 | -7,6 |
| Impôt sur le revenu des sociétés | 1 459 | 1 366 | -6,4 | 13 832 | 10 502 | -24,1 |
| Autres | 378 | 380 | 0,5 | 2 065 | 2 031 | -1,6 |
| Total des recettes d'impôt sur le revenu | 7 537 | 7 686 | 2,0 | 65 615 | 58 457 | -10,9 |
| **Cotisations d'assurance-emploi** | 1 194 | 1 225 | 2,6 | 11 009 | 11 001 | -0,1 |
| **Taxes et droits d'accise** | | | | | | |
| Taxe sur les produits et services | 3 172 | 2 916 | -8,1 | 15 269 | 17 348 | 13,6 |
| Droits de douane à l'importation | 331 | 274 | -17,2 | 1 777 | 1 892 | 6,5 |
| Taxes de vente et d'accise | 509 | 811 | 59,3 | 5 150 | 5 587 | 8,5 |
| Droit pour la sécurité des passagers du transport aérien | | 44 | | | 195 | |
| Total des taxes et droits d'accise | 4 012 | 4 045 | 0,8 | 22 196 | 25 022 | 12,7 |
| **Total des recettes fiscales** | 12 743 | 12 956 | 1,7 | 98 820 | 94 480 | -4,4 |
| **Recettes non fiscales** | 777 | 550 | -29,2 | 4 952 | 4 721 | -4,7 |
| **Total des recettes budgétaires** | 13 520 | 13 506 | -0,1 | 103 772 | 99 201 | -4,4 |

D'une année sur l'autre, les dépenses de programmes ont augmenté de 22 millions de dollars (0,2 %), alors que les dépenses de programmes directes et les transferts aux particuliers moins élevés ont été compensés par une hausse des transferts à d'autres administrations.

- Les transferts aux particuliers ont diminué de 0,5 % en raison d'une baisse des prestations d'assurance-emploi, tandis que les prestations aux aînés ont augmenté de 3,6 %. La baisse, d'une année sur l'autre, des prestations d'assurance-emploi est surtout imputable à l'échelonnement des paiements en octobre 2002.
- Les transferts aux autres administrations ont augmenté de 4,1 % à la suite de l'augmentation des transferts en espèces dans le cadre du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS). Cette augmentation reflète l'entente signée en septembre 2000 par les premiers ministres en vue de faire passer le plancher de ces transferts de 17,3 milliards de dollars en 2001-2002 à 18,6 milliards en 2002-2003.
- Les dépenses de programmes directes, qui représentent la totalité des dépenses de programmes, moins les transferts aux particuliers et aux autres administrations, ont diminué de 1,2 %. Les variations mensuelles de cette composante sont principalement attribuables à l'échelonnement des paiements. Le mois dernier, on a enregistré une augmentation de 16,0 % d'une année sur l'autre.

D'une année sur l'autre, les frais de la dette publique ont diminué de 0,2 milliard de dollars (6,2 %) en raison d'une baisse de l'encours de la dette portant intérêt et de la baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur la dette.

## D'avril à octobre 2002 : résultats budgétaires

Au cours des sept premiers mois de l'exercice 2002-2003, l'excédent budgétaire estimatif s'est établi à 7,9 milliards de dollars, comparativement à un excédent de 14,1 milliards pour la même période en 2001-2002. Cette baisse met en lumière la diminution des recettes budgétaires, entraînée en

Tableau 3

**Dépenses budgétaires**

| | octobre | | | d'avril à octobre | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2001 | 2002 | variation | 2001-2002 | 2002-2003 | variation |
| | (M$) | | (%) | (M$) | | (%) |
| **Paiements de transfert** | | | | | | |
| Particuliers | | | | | | |
| Prestations aux aînés | 2 137 | 2 213 | 3,6 | 14 638 | 15 272 | 4,3 |
| Prestations d'assurance-emploi | 1 076 | 983 | -8,6 | 6 973 | 7 773 | 11,5 |
| Total | 3 213 | 3 196 | -0,5 | 21 611 | 23 045 | 6,6 |
| Autres administrations | | | | | | |
| Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux | 1 442 | 1 550 | 7,5 | 10 092 | 10 850 | 7,5 |
| Transferts fiscaux | 1 046 | 1 042 | -0,4 | 7 281 | 7 261 | -0,3 |
| Paiements de remplacement pour programmes permanents | -200 | -210 | 5,0 | -1 400 | -1 471 | 5,1 |
| Total | 2 288 | 2 382 | 4,1 | 15 973 | 16 640 | 4,2 |
| **Dépenses de programmes directes** | | | | | | |
| Subventions et autres programmes | | | | | | |
| Agriculture | 40 | 29 | -27,5 | 504 | 258 | -48,8 |
| Affaires étrangères | 245 | 130 | -46,9 | 879 | 750 | -14,7 |
| Santé | 107 | 101 | -5,6 | 698 | 818 | 17,2 |
| Développement des ressources humaines | 139 | 132 | -5,0 | 764 | 771 | 0,9 |
| Affaires indiennes et du Nord | 313 | 308 | -1,6 | 2 442 | 2 347 | -3,9 |
| Industrie et développement régional | 201 | 261 | 29,9 | 808 | 945 | 17,0 |
| Anciens combattants | 121 | 141 | 16,5 | 868 | 982 | 13,1 |
| Autres | 184 | 112 | -39,1 | 1 247 | 1 164 | -6,7 |
| Total | 1 350 | 1 214 | -10,1 | 8 210 | 8 035 | -2,1 |
| Paiements aux sociétés d'État | | | | | | |
| Société Radio-Canada | 83 | 92 | 10,8 | 648 | 665 | 2,6 |
| Société canadienne d'hypothèques et de logement | 158 | 149 | -5,7 | 1 106 | 1 135 | 2,6 |
| Autres | 185 | 250 | 35,1 | 1 037 | 1 185 | 14,3 |
| Total | 426 | 491 | 15,3 | 2 791 | 2 985 | 7,0 |
| Dépenses de fonctionnement et d'immobilisations | | | | | | |
| Défense | 787 | 893 | 13,5 | 5 026 | 5 581 | 11,0 |
| Ensemble des autres dépenses ministérielles | 2 211 | 2 121 | -4,1 | 12 943 | 14 272 | 10,3 |
| Total | 2 998 | 3 014 | 0,5 | 17 969 | 19 853 | 10,5 |
| Total des dépenses de programmes directes | 4 774 | 4 719 | -1,2 | 28 970 | 30 873 | 6,6 |
| **Total des dépenses de programmes** | 10 275 | 10 297 | 0,2 | 66 554 | 70 558 | 6,0 |
| **Frais de la dette publique** | 3 287 | 3 083 | -6,2 | 23 088 | 20 748 | -10,1 |
| **Total des dépenses budgétaires** | 13 562 | 13 380 | -1,3 | 89 642 | 91 306 | 1,9 |
| Poste pour mémoire : total des transferts | 6 851 | 6 792 | -0,9 | 45 794 | 47 720 | 4,2 |

grande partie par l'évolution de la situation au cours de l'année d'imposition 2001, et l'augmentation des dépenses de programmes. Par contre, les frais de la dette publique ont diminué.

Au cours des sept premiers mois de 2002-2003, les recettes budgétaires ont régressé de 4,6 milliards de dollars (4,4 %) d'une année sur l'autre.

- Les recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers ont diminué de 3,8 milliards de dollars (7,6 %). La presque totalité de cette baisse est imputable à la diminution des paiements d'impôt définitifs et à l'augmentation des remboursements à l'égard de l'année d'imposition 2001, ce qui traduit la faiblesse du marché boursier et, donc, des gains nets de capital plus faibles. Les acomptes trimestriels ont aussi régressé, ces versements se fondant maintenant en grande partie sur l'impôt à payer pour 2001. Notons que les résultats de la même période en 2001 avaient été touchés par des gains exceptionnels du marché boursier en 2000, donnant lieu au paiement de règlements d'impôt définitifs record en avril et en mai 2001. Les résultats à ce jour ont aussi été freinés par les réductions d'impôt annoncées dans le budget de février 2000 et l'*Énoncé économique et mise à jour budgétaire* d'octobre 2000. L'augmentation des impôts liés à la hausse du revenu d'emploi a partiellement compensé ces répercussions.
- Les recettes d'impôt des sociétés ont diminué de 3,3 milliards de dollars (24,1 %), surtout en raison de l'augmentation des remboursements se rapportant aux paiements d'impôt des exercices antérieurs. En outre, les acomptes mensuels sont moins élevés, car ils reposent en grande partie sur l'impôt à payer pour 2001, année où les bénéfices des sociétés ont diminué.
- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont légèrement diminué, principalement en raison de l'abaissement des taux de cotisation appliqués en 2002.
- Les recettes au titre des droits et des taxes d'accise ont augmenté de 2,8 milliards de dollars (12,7 %), surtout sous l'effet de l'augmentation des recettes de TPS, des droits de douane sur l'importation et des taxes et droits d'accise sur le tabac, de même que de la mise en place du droit pour la sécurité des passagers du transport aérien. Les recettes de TPS ont augmenté de 13,6 % comparativement à une hausse d'environ 4 % de l'assiette fiscale applicable (dépenses de consommation). L'écart des taux de croissance est en grande partie attribuable à une diminution des remboursements, ce qui semble se traduire par une surestimation de l'augmentation sous-jacente des recettes nettes de TPS. Habituellement, les remboursements de TPS suivent de près la croissance des sommes brutes perçues à ce titre. Selon les prévisions pour le reste de l'année, ces remboursements suivront encore de plus près l'évolution des sommes brutes perçues à ce titre, ce qui permettra de faire correspondre davantage les recettes nettes de la TPS et la croissance de l'assiette fiscale qui s'y rapporte.
- Les recettes non fiscales ont chuté de 4,7 % par rapport à la même période l'an dernier.

Au cours des sept premiers mois de 2002-2003, les dépenses de programmes ont progressé de 4,0 milliards de dollars (6,0 %) comparativement à la même période l'année dernière.

- Les transferts aux particuliers ont augmenté de 6,6 %, sous l'effet de la hausse des prestations aux aînés et des prestations d'assurance-emploi. La progression des prestations aux aînés reflète une hausse du nombre de personnes admissibles aux prestations, de même que le relèvement des prestations moyennes, qui sont rajustées trimestriellement pour tenir compte de l'évolution des prix à la consommation. La hausse des prestations d'assurance-emploi résulte de l'impact différé du ralentissement économique de 2001 et des améliorations du programme, y compris la prolongation et les modifications connexes des prestations parentales.
- Les transferts aux autres administrations ont augmenté de 4,2 %, en raison de la hausse des transferts en espèces effectués en vertu du TCSPS. Les droits prévus dans le cadre des programmes de transferts fiscaux n'ont presque pas changé, principalement à cause de l'échelonnement des paiements.
- Les dépenses de programmes directes ont progressé de 6,6 %. Les subventions et autres transferts ont légèrement diminué, surtout à cause de l'échelonnement des paiements. Les paiements aux sociétés d'État ont augmenté de 7,0 %. Les dépenses de fonctionnement et d'immobilisations des ministères et des organismes ont progressé de 10,5 %, en partie à cause de la mise en œuvre d'initiatives annoncées dans le budget de décembre 2001.

Tableau 4

**Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers**

| | octobre | | d'avril à octobre | |
|---|---|---|---|---|
| | 2001 | 2002 | 2001-2002 | 2002-2003 |
| | | (M$) | | |
| **Solde budgétaire (déficit ou excédent)** | -42 | 126 | 14 130 | 7 895 |
| **Prêts, placements et avances** | | | | |
| Sociétés d'État | 24 | 14 | 379 | 196 |
| Autres | -423 | -148 | -930 | -565 |
| Total | -399 | -134 | -551 | -369 |
| **Comptes à des fins déterminées** | | | | |
| Compte du Régime de pensions du Canada | -745 | -251 | -1 363 | -930 |
| Comptes de pension de retraite | -104 | 233 | -768 | -884 |
| Autres | -17 | -6 | 16 | -136 |
| Total | -866 | -24 | -2 115 | -1 950 |
| **Autres opérations** | -565 | -245 | -9 163 | -11 670 |
| **Total des opérations non budgétaires** | -1 830 | -403 | -11 829 | -13 989 |
| **Ressources ou besoins financiers (opérations de change exclues)** | -1 872 | -277 | 2 301 | -6 094 |
| **Opérations de change** | -1 010 | -1 217 | -512 | -519 |
| **Solde financier net** | -2 882 | -1 494 | 1 789 | -6 613 |

Tableau 5

**Solde financier net et emprunts nets**

| | octobre | | d'avril à octobre | |
|---|---|---|---|---|
| | 2001 | 2002 | 2001-2002 | 2002-2003 |
| | | (M$) | | |
| **Solde financier net** | -2 882 | -1 494 | 1 789 | -6 613 |
| **Augmentation (+) ou diminution (-) nette des emprunts** | | | | |
| Payables en dollars canadiens | | | | |
| Obligations négociables | 1 435 | -1 693 | -4 548 | -10 011 |
| Obligations d'épargne du Canada | -120 | -105 | -469 | -635 |
| Bons du Trésor | 2 800 | 1 650 | -1 200 | 9 650 |
| Autres | 0 | -1 | -9 | -14 |
| Total | 4 115 | -149 | -6 226 | -1 010 |
| Payables en devises | | | | |
| Obligations négociables | 0 | 0 | -1 576 | -1 594 |
| Billets et prêts | 0 | | -41 | |
| Bons du Canada | 431 | 906 | -1 692 | 456 |
| Billets du Canada | 0 | 0 | -173 | 0 |
| Total | 431 | 906 | -3 482 | -1 138 |
| **Variation nette des emprunts** | 4 546 | 757 | -9 708 | -2 148 |
| **Variation de l'encaisse** | 1 664 | -737 | -7 919 | -8 761 |

Tableau 6
**État condensé de l'actif et du passif**

| | 31 mars 2002 | 31 octobre 2002 | variation |
|---|---|---|---|
| | | (M$) | |
| **Passif** | | | |
| Créditeurs, charges à payer et provisions | 40 679 | 31 486 | -9 193 |
| Dette portant intérêt | | | |
| Régimes de retraite et autres comptes | | | |
| Régimes de retraite du secteur public | 126 921 | 126 037 | -884 |
| Régime de pensions du Canada (net des titres détenus) | 6 770 | 5 840 | -930 |
| Autres régimes de retraite et autres comptes | 7 469 | 7 333 | -136 |
| Total des régimes de retraite et autres comptes | 141 160 | 139 209 | -1 951 |
| Dette non échue | | | |
| Payable en dollars canadiens | | | |
| Obligations négociables | 293 843 | 283 833 | -10 010 |
| Bons du Trésor | 94 039 | 103 689 | 9 650 |
| Obligations d'épargne du Canada | 23 966 | 23 331 | -635 |
| Autres | 3 391 | 3 377 | -14 |
| Total partiel | 415 239 | 414 230 | -1 009 |
| Payable en devises | 27 032 | 25 893 | -1 139 |
| Total de la dette non échue | 442 271 | 440 123 | -2 147 |
| Total de la dette portant intérêt | 583 431 | 579 332 | -4 098 |
| Total du passif | 624 110 | 610 818 | -13 291 |
| **Actif** | | | |
| Encaisse et débiteurs | 16 829 | 10 545 | -6 284 |
| Comptes d'opérations de change | 52 046 | 52 565 | 519 |
| Prêts, placements et avances (nets des provisions) | 18 746 | 19 115 | 369 |
| Total de l'actif | 87 621 | 82 225 | -5 396 |
| **Déficit accumulé (dette publique nette)** | 536 489 | 528 593 | -7 895 |

Les frais de la dette publique ont diminué de 2,3 milliards de dollars (10,1 %), sous l'effet d'une réduction de l'encours de la dette portant intérêt et de l'abaissement du taux d'intérêt effectif moyen sur cette dette.

## Besoins financiers de 6,1 milliards de dollars (opérations de change exclues) d'avril à octobre 2002

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice modifiée, aux termes de laquelle les obligations de l'État sont comptabilisées à mesure qu'elles sont engagées, peu importe le moment où le paiement correspondant est effectué. De plus, le solde budgétaire ne vise que les activités sur lesquelles l'État exerce un contrôle législatif.

En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Ils diffèrent du solde budgétaire puisqu'ils comprennent les opérations relatives aux prêts, aux placements et aux avances, aux comptes de pension des fonctionnaires fédéraux, aux autres comptes à fins déterminées, ainsi qu'à l'évolution des actifs et des passifs. Ces activités font partie des opérations non budgétaires. Le passage de la comptabilité d'exercice à la comptabilité de caisse est également pris en compte dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à des besoins nets de 14,0 milliards de dollars au cours des sept premiers mois de 2002-2003, comparativement à des besoins nets de 11,8 milliards à la même période l'an dernier. Une partie de cette augmentation des besoins est

attribuable à la diminution des transferts aux comptes de perception fiscale en raison de la baisse des recettes d'impôt sur le revenu des particuliers et d'impôt des sociétés au cours des sept premiers mois de l'année, comparativement à la même période l'an dernier.

Par conséquent, l'excédent budgétaire de 7,9 milliards de dollars et les besoins nets de 14,0 milliards au chapitre des opérations non budgétaires ont donné lieu à des besoins financiers (opérations de changes exclues) de 6,1 milliards d'avril à octobre 2002, comparativement à des ressources financières de 2,3 milliards au cours de la même période l'an dernier.

## Besoins financiers nets de 6,6 milliards de dollars d'avril à octobre 2002

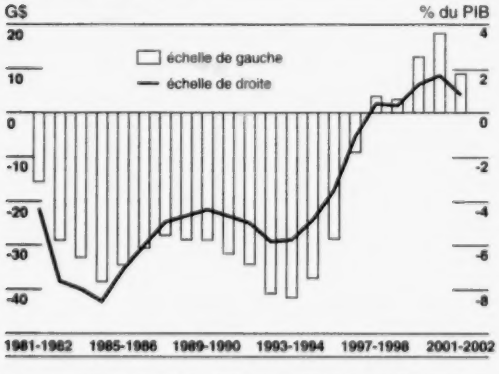
Les opérations de change représentent toutes les opérations sur les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes. Ce compte a pour objet d'assurer la liquidité générale pour l'État et de maintenir un marché des changes ordonné. Il renferme des placements en devises, les réserves d'or de l'État et des actifs prévus au titre des engagements du Canada envers le Fonds monétaire international (FMI). Le relèvement du niveau des réserves au moyen d'emprunts, de contributions au FMI ou de la vente de dollars canadiens représente un besoin. Par contre, le rabaissement de ce niveau constitue une ressource. En tenant compte de tous ces facteurs, on a enregistré des besoins nets de 0,5 milliard de dollars au cours des sept premiers mois de 2002-2003, soit le même résultat que pour la période correspondante en 2001-2002.

Avec un excédent budgétaire de 7,9 milliards de dollars, des besoins nets de 14,0 milliards au chapitre des opérations non budgétaires et des besoins nets de 0,5 milliard au titre des opérations de change, les besoins financiers nets s'établissaient à 6,6 milliards de dollars pour la période d'avril à octobre 2002, comparativement à des ressources nettes de 1,8 milliard au cours de la même période l'an dernier.

## Emprunts nets en baisse de 2,1 milliards de dollars d'avril à octobre 2002

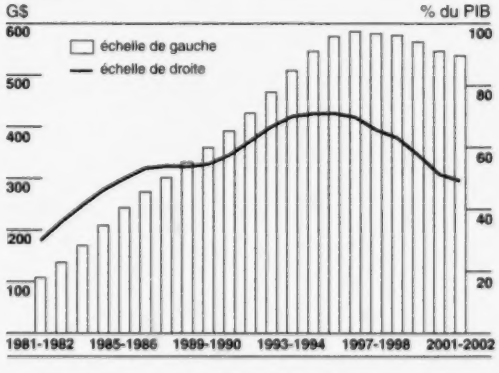
Pour financer ces besoins financiers nets de 6,6 milliards de dollars, l'État a réduit le solde de son encaisse de 8,8 milliards pour le faire passer à 3,2 milliards. Cela lui a également permis de réduire de 2,1 milliards l'encours de sa dette contractée sur les marchés à la fin d'octobre 2002. Le niveau des soldes de caisse varie au fil des mois en fonction d'un certain nombre de facteurs, comme l'échéance périodique des principaux titres d'emprunt, qui peut fluctuer sensiblement d'un mois à l'autre.

**Solde budgétaire**




Sources : *Comptes publics du Canada* et Statistique Canada

**Dette nette**




Sources : *Comptes publics du Canada* et Statistique Canada

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution au (613) 995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Peter DeVries au (613) 996-7397.
Cette publication (ainsi que les dates provisoires de parution des numéros ultérieurs) se trouve également à l'adresse Internet suivante : www.fin.gc.ca.
*This publication is also available in English.*
Décembre 2002

# NOVEMBER

# NOVEMBRE

Micromedia
ProQuest

20 Victoria Street
Toronto, Ontario M5C 2N8
Tel: (416) 362-5211
Toll free: 1-800-387-2689
Fax: (416) 362-6161

# La revue financière

Publication du ministère des Finances

## Faits saillants

### Novembre 2002 : excédent budgétaire de 332 millions de dollars

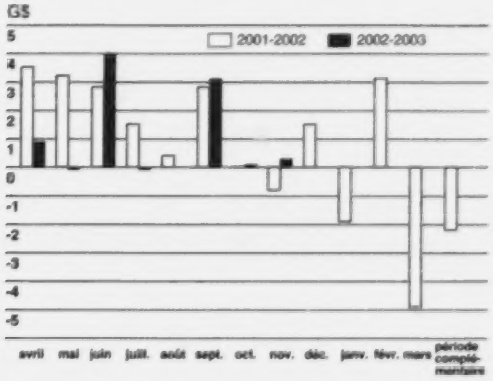
Le gouvernement a affiché un excédent budgétaire de 332 millions de dollars en novembre 2002, comparativement à un déficit de 844 millions en novembre 2001. Cette amélioration d'une année sur l'autre est principalement attribuable à une augmentation (de 1,3 milliard) des recettes budgétaires, traduisant en partie l'échelonnement des dates de réception entre novembre et décembre, ainsi que les retards de traitement aux frontières survenus dans la foulée des attentats terroristes du 11 septembre 2001, qui ont fait baisser les recettes aux douanes en novembre 2001. Les frais de la dette publique ont diminué de 0,4 milliard de dollars, tandis que les dépenses de programmes augmentaient de 0,5 milliard.

### D'avril à novembre 2002 : excédent budgétaire de 8,2 milliards de dollars

L'excédent budgétaire estimatif pour la période d'avril à novembre 2002 s'établit à 8,2 milliards de dollars, en baisse de 5,1 milliards par rapport à l'excédent de 13,3 milliards affiché à la même période en 2001-2002. La baisse de l'excédent d'une année sur l'autre est en grande partie imputable à des facteurs qui ont influé sur l'impôt sur le revenu des particuliers et l'impôt des sociétés à l'égard de l'année d'imposition 2001. Cette détérioration découle du recul du marché boursier en 2001, qui a entraîné des remboursements plus élevés et des paiements de règlement inférieurs en avril et en mai 2002, de même que des remboursements plus élevés d'impôt des sociétés, alors que ces dernières appliquent des pertes de 2001 à l'impôt versé au cours des années antérieures.

Les résultats de 2002-2003 sont également touchés par une hausse plus forte que prévu des recettes au titre de la taxe sur les produits et services (TPS). Ces recettes ont augmenté plus vite que l'assiette de cette taxe, surtout en raison de la baisse des remboursements de TPS. Puisque les remboursements de TPS reflètent habituellement de près les recettes brutes, selon les prévisions pour le reste de l'année, les remboursements de TPS correspondront davantage aux sommes brutes perçues, ce qui se traduira par des recettes nettes de TPS exprimant mieux la croissance de l'assiette fiscale applicable à la TPS.

**Excédent et déficit mensuels**




**Recettes et dépenses**
(d'avril à novembre 2002)

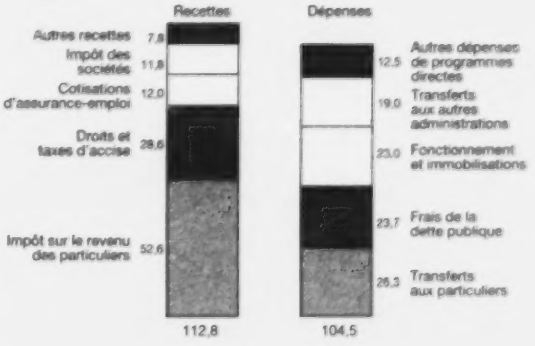


Tableau 1
**État sommaire des opérations**

| | novembre | | d'avril à novembre | |
|---|---|---|---|---|
| | 2001 | 2002 | 2001-2002 | 2002-2003 |
| | | | (M$) | |
| **Opérations budgétaires** | | | | |
| Recettes | 12 276 | 13 558 | 116 048 | 112 763 |
| Dépenses de programmes | -9 801 | -10 280 | -76 358 | -80 841 |
| Solde de fonctionnement | 2 475 | 3 278 | 39 690 | 31 922 |
| Frais de la dette publique | -3 319 | -2 946 | -26 406 | -23 694 |
| Solde budgétaire (déficit ou excédent) | -844 | 332 | 13 284 | 8 228 |
| **Opérations non budgétaires** | -393 | 509 | -12 223 | -13 482 |
| **Ressources ou besoins financiers (opérations de change exclues)** | -1 237 | 841 | 1 061 | -5 254 |
| **Opérations de change** | 10 | 1 070 | -502 | 551 |
| **Solde financier net** | -1 227 | 1 911 | 559 | -4 703 |
| **Variation nette des emprunts** | 9 568 | 7 138 | -141 | 4 990 |
| **Variation nette de l'encaisse** | 8 341 | 9 049 | 418 | 287 |
| **Encaisse à la fin de la période** | | | 13 600 | 12 236 |

*Nota* – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets. Les estimations établies pour 2001-2002 ont été modifiées par rapport à celles publiées antérieurement.

## Novembre 2002 : résultats budgétaires

Le solde budgétaire a augmenté de 1,2 milliard de dollars d'une année sur l'autre, passant d'un déficit de 0,8 milliard en novembre 2001 à un excédent de 0,3 milliard en novembre 2002. D'une année sur l'autre, les recettes budgétaires ont augmenté de 1,3 milliard, ou 10,4 %, en novembre 2002, en grande partie en raison de l'échelonnement des dates de réception.

- Les recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers ont grimpé de 0,5 milliard de dollars, ou 8,2 %, surtout en raison de la hausse des retenues mensuelles sur le revenu d'emploi. Une partie de cette augmentation est attribuable à l'échelonnement des dates de réception entre novembre et décembre, tendance qui devrait s'inverser en décembre 2002.
- Les recettes de l'impôt sur les bénéfices des sociétés ont progressé de 0,1 milliard de dollars, soit 6,6 %, à l'inverse de la baisse d'une année sur l'autre déclarée le mois dernier.
- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont légèrement augmenté, la hausse du nombre de personnes occupant un emploi et versant de ce fait des cotisations ayant compensé l'impact de la diminution des taux de cotisation (les cotisations de l'employé en 2002 sont de 2,20 $ par tranche de 100 $ de gains assurables, comparativement à 2,25 $ en 2001).
- Les recettes au titre des taxes et des droits d'accise ont fortement augmenté, soit de 0,6 milliard de dollars, ou 18,9 %, surtout sous l'effet de l'augmentation des recettes de TPS et de droits de douanes à l'importation. Cette situation est grandement attribuable aux retards de traitement aux frontières, qui ont fait baisser les recettes douanières en novembre 2001. La progression des autres taxes et droits d'accise traduit principalement l'augmentation des taxes d'accise sur le tabac et celle des recettes de taxes sur l'énergie.
- Les recettes non fiscales ont légèrement grimpé d'une année sur l'autre.

Tableau 2
**Recettes budgétaires**

| | novembre | | | d'avril à novembre | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2001 | 2002 | variation | 2001-2002 | 2002-2003 | variation |
| | (M$) | | (%) | (M$) | | (%) |
| **Impôts sur le revenu** | | | | | | |
| Impôt sur le revenu des particuliers | 6 127 | 6 629 | 8,2 | 55 845 | 52 554 | -5,9 |
| Impôt sur le revenu des sociétés | 1 253 | 1 336 | 6,6 | 15 084 | 11 838 | -21,5 |
| Autres | 276 | 369 | 33,7 | 2 342 | 2 400 | 2,5 |
| Total des recettes d'impôt sur le revenu | 7 656 | 8 334 | 8,9 | 73 271 | 66 792 | -8,8 |
| **Cotisations d'assurance-emploi** | 1 036 | 1 045 | 0,9 | 12 046 | 12 047 | 0,0 |
| **Taxes et droits d'accise** | | | | | | |
| Taxe sur les produits et services | 2 106 | 2 445 | 16,1 | 17 375 | 19 794 | 13,9 |
| Droits de douane à l'importation | 174 | 276 | 58,6 | 1 951 | 2 168 | 11,1 |
| Taxes de vente et d'accise | 709 | 798 | 12,6 | 5 861 | 6 383 | 8,9 |
| Droit pour la sécurité des passagers du transport aérien | | 35 | | | 230 | |
| Total des taxes et droits d'accise | 2 989 | 3 554 | 18,9 | 25 187 | 28 575 | 13,5 |
| **Total des recettes fiscales** | 11 681 | 12 933 | 10,7 | 110 504 | 107 414 | -2,8 |
| **Recettes non fiscales** | 595 | 625 | 5,0 | 5 544 | 5 349 | -3,5 |
| **Total des recettes budgétaires** | 12 276 | 13 558 | 10,4 | 116 048 | 112 763 | -2,8 |

D'une année sur l'autre, les dépenses de programmes ont augmenté de 0,5 milliard de dollars, soit 4,9 %.

- Les transferts aux particuliers ont progressé de 1,8 %, la hausse des prestations aux aînés ayant largement compensé la baisse des prestations d'assurance-emploi, elle-même imputable à une diminution du nombre de semaines de prestations, étant donné que le nombre de bénéficiaires et que la prestation hebdomadaire moyenne ont tous deux augmenté.
- Les transferts aux autres administrations ont augmenté de 6,6 %, surtout en raison de la hausse des transferts en espèces au titre du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS). Cette augmentation reflète l'entente signée en septembre 2000 par les premiers ministres en vue de faire passer le plancher de ces transferts de 17,3 milliards de dollars en 2001-2002 à 18,6 milliards en 2002-2003.
- Les dépenses de programmes directes, qui représentent la totalité des dépenses de programmes, moins les transferts aux particuliers et aux autres administrations, ont augmenté de 6,3 %. Les variations mensuelles de cette composante sont principalement attribuables à l'échelonnement des paiements. Le mois dernier, on a enregistré une baisse d'une année sur l'autre.

D'une année sur l'autre, les frais de la dette publique ont diminué de 0,4 milliard de dollars (11,2 %) en raison d'une baisse de l'encours de la dette portant intérêt et de la baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur la dette.

## D'avril à novembre 2002 : résultats budgétaires

Au cours des huit premiers mois de l'exercice 2002-2003, l'excédent budgétaire estimatif s'est établi à 8,2 milliards de dollars, comparativement à un excédent de 13,3 milliards pour la même période en 2001-2002. Cette baisse met en lumière la diminution des recettes budgétaires, entraînée en grande partie par l'évolution de la situation au cours de l'année d'imposition 2001, et l'augmentation des dépenses de programmes. Par contre, les frais de la dette publique ont diminué.

Tableau 3
**Dépenses budgétaires**

| | novembre | | | d'avril à novembre | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2001 | 2002 | variation | 2001-2002 | 2002-2003 | variation |
| | (M$) | | (%) | (M$) | | (%) |
| **Paiements de transfert** | | | | | | |
| Particuliers | | | | | | |
| Prestations aux aînés | 2 137 | 2 209 | 3,4 | 16 775 | 17 481 | 4,2 |
| Prestations d'assurance-emploi | 1 073 | 1 059 | -1,3 | 8 046 | 8 832 | 9,8 |
| Total | 3 210 | 3 268 | 1,8 | 24 821 | 26 313 | 6,0 |
| Autres administrations | | | | | | |
| Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux | 1 442 | 1 550 | 7,5 | 11 533 | 12 400 | 7,5 |
| Transferts fiscaux | 1 034 | 1 051 | 1,6 | 8 315 | 8 313 | 0,0 |
| Paiements de remplacement pour programmes permanents | -233 | -210 | -9,9 | -1 632 | -1 681 | 3,0 |
| Total | 2 243 | 2 391 | 6,6 | 18 216 | 19 032 | 4,5 |
| **Dépenses de programmes directes** | | | | | | |
| Subventions et autres programmes | | | | | | |
| Agriculture | 21 | 75 | 257,1 | 525 | 333 | -36,6 |
| Affaires étrangères | 121 | 114 | -5,8 | 1 000 | 864 | -13,6 |
| Santé | 153 | 155 | 1,3 | 851 | 973 | 14,3 |
| Développement des ressources humaines | 142 | 119 | -16,2 | 906 | 890 | -1,8 |
| Affaires indiennes et du Nord | 290 | 300 | 3,4 | 2 733 | 2 647 | -3,1 |
| Industrie et développement régional | 151 | 70 | -53,6 | 958 | 1 015 | 5,9 |
| Anciens combattants | 132 | 140 | 6,1 | 1 000 | 1 122 | 12,2 |
| Autres | 216 | 198 | -8,3 | 1 462 | 1 361 | -6,9 |
| Total | 1 226 | 1 171 | -4,5 | 9 435 | 9 205 | -2,4 |
| Paiements aux sociétés d'État | | | | | | |
| Société Radio-Canada | 70 | 89 | 27,1 | 718 | 754 | 5,0 |
| Société canadienne d'hypothèques et de logement | 183 | 125 | -31,7 | 1 289 | 1 260 | -2,2 |
| Autres | 175 | 129 | -26,3 | 1 213 | 1 318 | 8,7 |
| Total | 428 | 343 | -19,9 | 3 220 | 3 332 | 3,5 |
| Dépenses de fonctionnement et d'immobilisations | | | | | | |
| Défense | 869 | 803 | -7,6 | 5 896 | 6 384 | 8,3 |
| Ensemble des autres dépenses ministérielles | 1 825 | 2 304 | 26,2 | 14 770 | 16 575 | 12,2 |
| Total | 2 694 | 3 107 | 15,3 | 20 666 | 22 959 | 11,1 |
| Total des dépenses de programmes directes | 4 348 | 4 621 | 6,3 | 33 321 | 35 496 | 6,5 |
| **Total des dépenses de programmes** | 9 801 | 10 280 | 4,9 | 76 358 | 80 841 | 5,9 |
| **Frais de la dette publique** | 3 319 | 2 946 | -11,2 | 26 406 | 23 694 | -10,3 |
| **Total des dépenses budgétaires** | 13 120 | 13 226 | 0,8 | 102 764 | 104 535 | 1,7 |
| Poste pour mémoire : total des transferts | 6 679 | 6 830 | 2,3 | 52 472 | 54 550 | 4,0 |

Au cours des huit premiers mois de 2002-2003, les recettes budgétaires ont régressé de 3,3 milliards de dollars (2,8 %) d'une année sur l'autre. Parmi les principales composantes :

- Les recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers ont diminué de 3,3 milliards de dollars (5,9 %). La presque totalité de cette baisse est imputable à la diminution des paiements d'impôt définitifs et à l'augmentation des remboursements à l'égard de l'année d'imposition 2001, ce qui traduit la faiblesse du marché boursier et, donc, des gains nets de capital plus faibles. Les acomptes trimestriels ont aussi régressé, ces versements se fondant maintenant en grande partie sur l'impôt à payer pour 2001. Notons toutefois que les résultats de la même période en 2001 avaient été touchés par des gains exceptionnels du marché boursier en 2000, donnant lieu au paiement de règlements d'impôt définitifs record en avril et en mai 2001. Les résultats à ce jour ont aussi été freinés par les réductions d'impôt annoncées dans le budget de février 2000 et l'*Énoncé économique et mise à jour budgétaire* d'octobre 2000. L'augmentation des impôts liés à la hausse du revenu d'emploi a partiellement compensé ces répercussions.
- Les recettes d'impôt des sociétés ont diminué de 3,2 milliards de dollars (21,5 %), surtout en raison de l'augmentation des remboursements se rapportant aux paiements d'impôt des exercices antérieurs. En outre, les acomptes mensuels sont moins élevés, car ils reposent en grande partie sur l'impôt à payer pour 2001, année où les bénéfices des sociétés ont diminué.
- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi sont pratiquement demeurées inchangées, la baisse des taux de cotisation ayant compensé l'incidence de la croissance du nombre de personnes occupant un emploi et payant de ce fait des cotisations.
- Les recettes au titre des droits et des taxes d'accise ont augmenté de 3,4 milliards de dollars (13,5 %), surtout sous l'effet de l'augmentation des recettes de TPS, des droits de douane à l'importation et des taxes et droits d'accise sur le tabac, de même que de la mise en place du droit pour la sécurité des passagers du transport aérien. Les recettes de TPS ont augmenté de 13,9 % comparativement à une hausse d'environ 6 % de l'assiette fiscale applicable (dépenses de consommation). L'écart des taux de croissance est en grande partie attribuable à une diminution des remboursements, ce qui semble se traduire par une surestimation de l'augmentation sous-jacente des recettes nettes de TPS. Habituellement, les remboursements de TPS suivent de près la croissance des sommes brutes perçues à ce titre. Selon les prévisions pour le reste de l'année, ces remboursements suivront encore de plus près l'évolution des sommes brutes perçues à ce titre, ce qui permettra de faire correspondre davantage les recettes nettes de la TPS et la croissance de l'assiette fiscale qui s'y rapporte.
- Les recettes non fiscales ont chuté de 3,5 % par rapport à la même période l'an dernier.

Au cours des huit premiers mois de 2002-2003, les dépenses de programmes ont progressé de 4,5 milliards de dollars (5,9 %) comparativement à la même période l'année dernière.

- Les transferts aux particuliers ont augmenté de 6,0 %, sous l'effet de la hausse des prestations aux aînés et des prestations d'assurance-emploi. La progression des prestations aux aînés reflète une hausse du nombre de personnes admissibles aux prestations, de même que le relèvement des prestations moyennes, qui sont rajustées trimestriellement pour tenir compte de l'évolution des prix à la consommation. La hausse des prestations d'assurance-emploi résulte de l'impact différé du ralentissement économique de 2001 et des améliorations du programme, y compris la prolongation et les modifications connexes des prestations parentales.
- Les transferts aux autres administrations ont augmenté de 4,5 %, en raison de la hausse des transferts en espèces effectués en vertu du TCSPS. Les droits prévus dans le cadre des programmes de transferts fiscaux n'ont pas changé, principalement à cause de l'échelonnement des paiements.
- Les dépenses de programmes directes ont progressé de 6,5 %. Les subventions et autres transferts ont légèrement diminué, surtout à cause de l'échelonnement des paiements. Les paiements aux sociétés d'État ont augmenté de 3,5 %. Les dépenses de fonctionnement et d'immobilisations des ministères et des organismes ont progressé de 11,1 %, en partie à cause de la mise en œuvre d'initiatives annoncées dans le budget de décembre 2001.

Tableau 4

**Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers**

| | novembre | | d'avril à novembre | |
|---|---|---|---|---|
| | 2001 | 2002 | 2001-2002 | 2002-2003 |
| | | | (M$) | |
| **Solde budgétaire (déficit ou excédent)** | -844 | 332 | 13 284 | 8 228 |
| **Prêts, placements et avances** | | | | |
| Sociétés d'État | 50 | 57 | 428 | 254 |
| Autres | -3 | -127 | -931 | -693 |
| Total | 47 | -70 | -503 | -439 |
| **Comptes à des fins déterminées** | | | | |
| Compte du Régime de pensions du Canada | -584 | -199 | -1 947 | -1 129 |
| Comptes de pension de retraite | -743 | 148 | -1 510 | -736 |
| Autres | 62 | -44 | 78 | -182 |
| Total | -1 265 | -95 | -3 379 | -2 047 |
| **Autres opérations** | 825 | 674 | -8 341 | -10 996 |
| **Total des opérations non budgétaires** | -393 | 509 | -12 223 | -13 482 |
| **Ressources ou besoins financiers (opérations de change exclues)** | -1 237 | 841 | 1 061 | -5 254 |
| **Opérations de change** | 10 | 1 070 | -502 | 551 |
| **Solde financier net** | -1 227 | 1 911 | 559 | -4 703 |

Tableau 5

**Solde financier net et emprunts nets**

| | novembre | | d'avril à novembre | |
|---|---|---|---|---|
| | 2001 | 2002 | 2001-2002 | 2002-2003 |
| | | | (M$) | |
| **Solde financier net** | -1 227 | 1 911 | 559 | -4 703 |
| **Augmentation (+) ou diminution (-) nette des emprunts** | | | | |
| Payables en dollars canadiens | | | | |
| Obligations négociables | 5 351 | 6 552 | 802 | -3 459 |
| Obligations d'épargne du Canada | -2 043 | -1 019 | -2 512 | -1 654 |
| Bons du Trésor | 6 700 | 2 750 | 5 500 | 12 400 |
| Autres | -12 | -3 | -21 | -17 |
| Total | 9 996 | 8 280 | 3 769 | 7 270 |
| Payables en devises | | | | |
| Obligations négociables | 0 | 0 | -1 576 | -1 594 |
| Billets et prêts | 0 | | -41 | |
| Bons du Canada | -428 | -1 142 | -2 120 | -686 |
| Billets du Canada | 0 | 0 | -173 | 0 |
| Total | -428 | -1 142 | -3 910 | -2 280 |
| **Variation nette des emprunts** | 9 568 | 7 138 | -141 | 4 990 |
| **Variation de l'encaisse** | 8 341 | 9 049 | 418 | 287 |

Tableau 6
**État condensé de l'actif et du passif**

| | 31 mars 2002 | 30 novembre 2002 | variation |
|---|---|---|---|
| | | (M$) | |
| **Passif** | | | |
| Créditeurs, charges à payer et provisions | 40 679 | 31 675 | -9 004 |
| Dette portant intérêt | | | |
| Régimes de retraite et autres comptes | | | |
| Régimes de retraite du secteur public | 126 921 | 126 185 | -736 |
| Régime de pensions du Canada (net des titres détenus) | 6 770 | 5 641 | -1 129 |
| Autres régimes de retraite et autres comptes | 7 469 | 7 287 | -182 |
| Total des régimes de retraite et autres comptes | 141 160 | 139 113 | -2 047 |
| Dette non échue | | | |
| Payable en dollars canadiens | | | |
| Obligations négociables | 293 843 | 290 384 | -3 459 |
| Bons du Trésor | 94 039 | 106 439 | 12 400 |
| Obligations d'épargne du Canada | 23 966 | 22 312 | -1 654 |
| Autres | 3 391 | 3 374 | -17 |
| Total partiel | 415 239 | 422 509 | 7 270 |
| Payable en devises | 27 032 | 24 751 | -2 281 |
| Total de la dette non échue | 442 271 | 447 260 | 4 989 |
| Total de la dette portant intérêt | 583 431 | 586 373 | 2 942 |
| Total du passif | 624 110 | 618 048 | -6 063 |
| **Actif** | | | |
| Encaisse et débiteurs | 16 829 | 19 108 | 2 279 |
| Comptes d'opérations de change | 52 046 | 51 495 | -551 |
| Prêts, placements et avances (nets des provisions) | 18 746 | 19 185 | 439 |
| Total de l'actif | 87 621 | 89 788 | 2 167 |
| **Déficit accumulé (dette publique nette)** | 536 489 | 528 260 | -8 228 |

Les frais de la dette publique ont diminué de 2,7 milliards de dollars (10,3 %), sous l'effet d'une réduction de l'encours de la dette portant intérêt et de l'abaissement du taux d'intérêt effectif moyen sur cette dette.

## Besoins financiers de 5,3 milliards de dollars (opérations de change exclues) d'avril à novembre 2002

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice modifiée, aux termes de laquelle les obligations de l'État sont comptabilisées à mesure qu'elles sont engagées, peu importe le moment où le paiement correspondant est effectué. De plus, le solde budgétaire ne vise que les activités sur lesquelles l'État exerce un contrôle législatif.

En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Ils diffèrent du solde budgétaire puisqu'ils comprennent les opérations relatives aux prêts, aux placements et aux avances, aux comptes de pension des fonctionnaires fédéraux, aux autres comptes à fins déterminées, ainsi qu'à l'évolution des actifs et des passifs. Ces activités font partie des opérations non budgétaires. Le passage de la comptabilité d'exercice à la comptabilité de caisse est également pris en compte dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à des besoins nets de 13,5 milliards de dollars au cours des huit premiers mois de 2002-2003, comparativement à des besoins nets de 12,2 milliards à la même période l'an dernier.

Une partie de cette augmentation des besoins est attribuable à la diminution des transferts aux comptes de perception fiscale en raison de la baisse des recettes d'impôt sur le revenu des particuliers et d'impôt des sociétés au cours des huit premiers mois de l'année, comparativement à la même période l'an dernier.

Par conséquent, l'excédent budgétaire de 8,2 milliards de dollars et les besoins nets de 13,5 milliards au chapitre des opérations non budgétaires ont donné lieu à des besoins financiers (opérations de changes exclues) de 5,3 milliards d'avril à novembre 2002, comparativement à des ressources financières de 1,1 milliard au cours de la même période l'an dernier.

### Besoins financiers nets de 4,7 milliards de dollars d'avril à novembre 2002

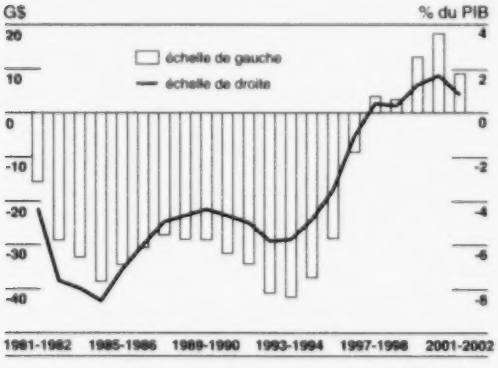
Les opérations de change représentent toutes les opérations sur les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes. Ce compte a pour objet d'assurer la liquidité générale pour l'État et de maintenir un marché des changes ordonné. Il renferme des placements en devises, les réserves d'or de l'État et des actifs prévus au titre des engagements du Canada envers le Fonds monétaire international (FMI). Le relèvement du niveau des réserves au moyen d'emprunts, de contributions au FMI ou de la vente de dollars canadiens représente un besoin. Par contre, le rabaissement de ce niveau constitue une ressource. En tenant compte de tous ces facteurs, on a affiché des ressources nettes de 0,6 milliard de dollars au cours des huit premiers mois de 2002-2003, comparativement à des besoins nets de 0,5 milliard pour la période correspondante en 2001-2002.

Avec un excédent budgétaire de 8,2 milliards de dollars, des besoins nets de 13,5 milliards au chapitre des opérations non budgétaires et des ressources nettes de 0,6 milliard au titre des opérations de change, les besoins financiers nets s'établissaient à 4,7 milliards de dollars pour la période d'avril à novembre 2002, comparativement à des ressources nettes de 0,6 milliard au cours de la même période l'an dernier.

### Emprunts nets en hausse de 5,0 milliards de dollars d'avril à novembre 2002

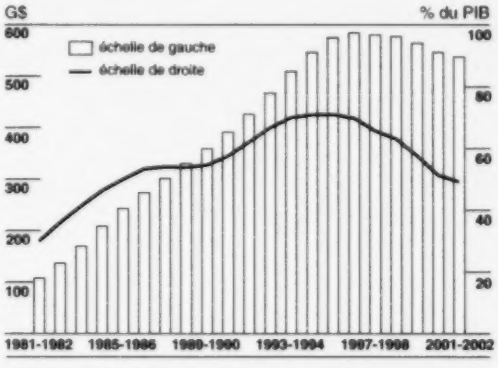
Pour financer ces besoins financiers nets de 4,7 milliards de dollars, l'État a haussé ses emprunts nets de 5 milliards. Il a de plus haussé le solde de son encaisse de 0,3 milliard. Le niveau des soldes de caisse varie au fil des mois en fonction d'un certain nombre de facteurs, comme l'échéance périodique des principaux titres d'emprunt, qui peut fluctuer sensiblement d'un mois à l'autre.

**Solde budgétaire**




Sources : *Comptes publics du Canada* et Statistique Canada

**Dette nette**




Sources : *Comptes publics du Canada* et Statistique Canada

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution au (613) 995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Peter DeVries au (613) 996-7397.
Cette publication (ainsi que les dates provisoires de parution des numéros ultérieurs) se trouve également à l'adresse Internet suivante : www.fin.gc.ca.
*This publication is also available in English.*
Janvier 2003

# DECEMBER

# DÉCEMBRE

Micromedia
ProQuest

20 Victoria Street
Toronto, Ontario M5C 2N8
Tel: (416) 362-5211
Toll free: 1-800-387-2689
Fax: (416) 362-6161

# La revue financière

Publication du ministère des Finances

## Faits saillants

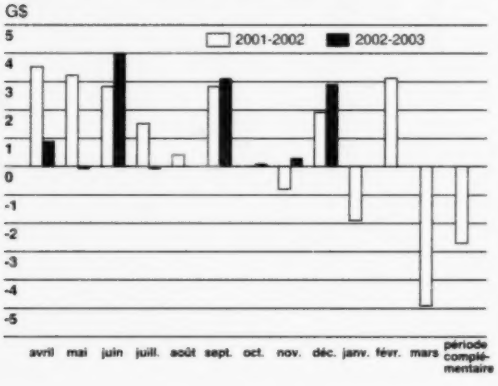
### Décembre 2002 : excédent budgétaire de 2,9 milliards de dollars

Le gouvernement a affiché un excédent budgétaire de 2,9 milliards de dollars en décembre 2002, comparativement à un excédent de 1,9 milliard en décembre 2001. Un excédent est habituellement enregistré en décembre, résultat de l'inclusion des acomptes trimestriels d'impôt sur le revenu des particuliers et des paiements finals de l'impôt sur les bénéfices des sociétés dont l'année d'imposition se termine le 31 octobre. L'amélioration d'une année sur l'autre du solde budgétaire est entièrement attribuable à une hausse record, d'une année sur l'autre, des recettes au titre de la taxe sur les produits et services (TPS), qui ont augmenté de 1,1 milliard de dollars, ou 60,1 %, traduisant en partie l'échelonnement des dates de réception entre décembre et janvier, tendance qui devrait se renverser le mois prochain. Le total des dépenses budgétaires a légèrement augmenté, alors que des dépenses de programmes plus élevées ont été largement compensées par une baisse des frais de la dette publique.

### D'avril à décembre 2002 : excédent budgétaire de 11,2 milliards de dollars

L'excédent budgétaire estimatif pour la période d'avril à décembre 2002 s'établit à 11,2 milliards de dollars, en baisse de 4 milliards par rapport à l'excédent de 15,1 milliards affiché à la même période en 2001-2002. La baisse de l'excédent d'une année sur l'autre est en grande partie imputable à des facteurs qui ont influé sur l'impôt sur le revenu des particuliers et sur l'impôt des sociétés à l'égard de l'année d'imposition 2001. Cette détérioration traduit le recul des marchés boursiers en 2001, qui a entraîné des remboursements plus élevés et des paiements de règlement inférieurs en avril et en mai 2002, de même que des remboursements plus élevés d'impôt des sociétés, alors que celles-ci appliquent des pertes en 2001 à l'impôt versé au cours des années antérieures. Les résultats de 2002-2003 sont également touchés par une hausse plus forte que prévu des recettes au titre de la TPS qui s'explique à la fois par l'échelonnement des paiements et par une baisse des remboursements de TPS. On prévoit que, pour le reste de l'année, les remboursements de TPS correspondront davantage aux sommes brutes perçues, ce qui se traduira par des recettes nettes de TPS exprimant mieux la croissance de l'assiette fiscale applicable à la TPS.

**Excédent et déficit mensuels**




**Recettes et dépenses**

(d'avril à décembre 2002)

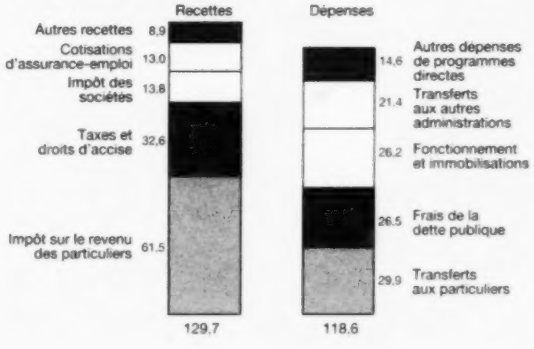


Tableau 1
**État sommaire des opérations**

| | décembre | | d'avril à décembre | |
|---|---|---|---|---|
| | 2001 | 2002 | 2001-2002 | 2002-2003 |
| | | (M$) | | |
| **Opérations budgétaires** | | | | |
| Recettes | 15 681 | 16 968 | 131 729 | 129 730 |
| Dépenses de programmes | -10 616 | -11 224 | -86 975 | -92 068 |
| Solde de fonctionnement | 5 065 | 5 744 | 44 754 | 37 662 |
| Frais de la dette publique | -3 206 | -2 803 | -29 612 | -26 497 |
| Solde budgétaire (déficit ou excédent) | 1 859 | 2 941 | 15 142 | 11 165 |
| **Opérations non budgétaires** | -3 466 | -4 448 | -15 692 | -17 927 |
| **Ressources ou besoins financiers (opérations de change exclues)** | -1 607 | -1 507 | -550 | -6 762 |
| **Opérations de change** | -142 | 741 | -643 | 1 292 |
| **Solde financier net** | -1 749 | -766 | -1 193 | -5 470 |
| **Variation nette des emprunts** | -6 858 | -7 634 | -6 997 | -2 644 |
| **Variation nette de l'encaisse** | -8 607 | -8 400 | -8 190 | -8 114 |
| **Encaisse à la fin de la période** | | | 4 992 | 3 834 |

*Nota* – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets. Les estimations établies pour 2001-2002 ont été modifiées par rapport à celles publiées antérieurement.

## Décembre 2002 : résultats budgétaires

L'excédent budgétaire a augmenté de 1,1 milliard de dollars d'une année sur l'autre en décembre 2002, les recettes budgétaires ayant augmenté de 1,3 milliard ou 8,2 %.

- Les recettes au titre de l'impôt sur le revenu des particuliers ont baissé de 0,3 milliard de dollars, ou 3,2 %, surtout en raison d'une baisse des acomptes trimestriels et de l'échelonnement des dates de réception entre novembre et décembre, comme mentionné dans *La revue financière* de novembre 2002.
- Les recettes au titre de l'impôt sur les bénéfices des sociétés ont progressé de 0,2 milliard de dollars, ou 11,9 %, en raison d'une hausse des paiements finals effectués par les sociétés dont l'année d'imposition prend fin le 31 octobre.
- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont légèrement augmenté, la hausse du nombre de personnes occupant un emploi et versant de ce fait des cotisations ayant compensé l'incidence de la diminution des taux de cotisation (les cotisations salariales en 2002 sont de 2,20 $ par tranche de 100 $ de gains assurables, comparativement à 2,25 $ en 2001).
- Les recettes au titre des taxes et des droits d'accise ont fortement augmenté, de 1,2 milliard, ou 41,0 %, surtout en raison de l'accroissement des recettes de TPS. Les recettes nettes de TPS ont subi l'effet de l'échelonnement des dates de réception entre décembre et janvier, tendance qui devrait se renverser en janvier 2003.
- Les recettes non fiscales ont augmenté de 20,3 % d'une année sur l'autre.

D'une année sur l'autre, les dépenses de programmes ont augmenté de 0,6 milliard de dollars ou 5,7 %.

- Les transferts aux particuliers ont diminué de 2,2 % en raison d'une baisse des prestations d'assurance-emploi attribuable à une diminution du nombre de chômeurs. Les prestations aux aînés ont légèrement augmenté.

Tableau 2
**Recettes budgétaires**

| | décembre | | | d'avril à décembre | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2001 | 2002 | variation | 2001-2002 | 2002-2003 | variation |
| | (M$) | | (%) | (M$) | | (%) |
| **Impôts sur le revenu** | | | | | | |
| Impôt sur le revenu des particuliers | 9 191 | 8 896 | -3,2 | 65 036 | 61 450 | -5,5 |
| Impôt sur le revenu des sociétés | 1 728 | 1 933 | 11,9 | 16 812 | 13 771 | -18,1 |
| Autres | 311 | 359 | 15,4 | 2 653 | 2 759 | 4,0 |
| Total des recettes d'impôt sur le revenu | 11 230 | 11 188 | -0,4 | 84 501 | 77 980 | -7,7 |
| **Cotisations d'assurance-emploi** | 952 | 985 | 3,5 | 12 998 | 13 032 | 0,3 |
| **Taxes et droits d'accise** | | | | | | |
| Taxe sur les produits et services | 1 815 | 2 906 | 60,1 | 19 190 | 22 700 | 18,3 |
| Droits de douane à l'importation | 295 | 241 | -18,3 | 2 246 | 2 409 | 7,3 |
| Taxes de vente et d'accise | 718 | 805 | 12,1 | 6 581 | 7 189 | 9,2 |
| Droit pour la sécurité des passagers du transport aérien | | 36 | | | 266 | |
| Total des taxes et droits d'accise | 2 828 | 3 988 | 41,0 | 28 017 | 32 564 | 16,2 |
| **Total des recettes fiscales** | 15 010 | 16 161 | 7,7 | 125 516 | 123 576 | -1,5 |
| **Recettes non fiscales** | 671 | 807 | 20,3 | 6 213 | 6 154 | -0,9 |
| **Total des recettes budgétaires** | 15 681 | 16 968 | 8,2 | 131 729 | 129 730 | -1,5 |

- Les transferts aux autres administrations ont grimpé de 6,6 %, surtout en raison de la hausse des transferts en espèces au titre du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS). Cette augmentation reflète l'entente signée en septembre 2000 par les premiers ministres en vue d'augmenter le plancher de ces transferts, soit en le faisant passer de 17,3 milliards en 2001-2002 à 18,6 milliards en 2002-2003.
- Les dépenses de programmes directes, qui représentent la totalité des dépenses de programmes moins les transferts aux particuliers et aux autres administrations, ont augmenté de 11,4 %. Les variations mensuelles de cette composante sont principalement attribuables à l'échelonnement des paiements.

D'une année sur l'autre, les frais de la dette publique ont diminué de 0,4 milliard de dollars, soit 12,6 %, en raison d'une baisse de l'encours de la dette portant intérêt et d'une baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur la dette.

## D'avril à décembre 2002 : résultats budgétaires

Au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2002-2003, l'excédent budgétaire estimatif s'est établi à 11,2 milliards de dollars, comparativement à un excédent de 15,1 milliards pour la même période en 2001-2002. Cette baisse met en lumière la diminution des recettes budgétaires, entraînée en grande partie par l'évolution de la situation au cours de l'année d'imposition 2001, et l'augmentation des dépenses de programmes. Par contre, les frais de la dette publique ont diminué.

Au cours des neuf premiers mois de 2002-2003, les recettes budgétaires ont régressé de 2,0 milliards de dollars, ou 1,5 %, d'une année sur l'autre. Parmi les principales composantes :

- Les recettes au titre de l'impôt sur le revenu des particuliers ont diminué de 3,6 milliards de dollars ou 5,5 %. La quasi-totalité de cette baisse est imputable à la diminution des paiements finals d'impôt et à l'augmentation des remboursements à l'égard de l'année d'imposition 2001, ce qui traduit la faiblesse du

Tableau 3

**Dépenses budgétaires**

| | décembre | | | d'avril à décembre | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2001 | 2002 | variation | 2001-2002 | 2002-2003 | variation |
| | (M$) | | (%) | (M$) | | (%) |
| **Paiements de transfert** | | | | | | |
| Particuliers | | | | | | |
| Prestations aux aînés | 2 151 | 2 161 | 0.5 | 18 926 | 19 642 | 3.8 |
| Prestations d'assurance-emploi | 1 497 | 1 408 | -5.9 | 9 543 | 10 239 | 7.3 |
| Total | 3 648 | 3 569 | -2.2 | 28 469 | 29 881 | 5.0 |
| Autres administrations | | | | | | |
| Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux | 1 442 | 1 550 | 7.5 | 12 975 | 13 950 | 7.5 |
| Transferts fiscaux | 1 048 | 1 067 | 1.8 | 9 363 | 9 380 | 0.2 |
| Paiements de remplacement pour programmes permanents | -233 | -211 | -9.4 | -1 865 | -1 892 | 1.4 |
| Total | 2 257 | 2 406 | 6.6 | 20 473 | 21 438 | 4.7 |
| **Dépenses de programmes directes** | | | | | | |
| Subventions et autres programmes | | | | | | |
| Agriculture | 41 | 33 | -19.5 | 566 | 366 | -35.3 |
| Affaires étrangères | 169 | 197 | 16.6 | 1 169 | 1 060 | -9.3 |
| Santé | 79 | 79 | 0.0 | 929 | 1 051 | 13.1 |
| Développement des ressources humaines | 103 | 201 | 95.1 | 1 008 | 1 091 | 8.2 |
| Affaires indiennes et du Nord | 323 | 348 | 7.7 | 3 055 | 2 994 | -2.0 |
| Industrie et développement régional | 155 | 315 | 103.2 | 1 113 | 1 330 | 19.5 |
| Anciens combattants | 130 | 140 | 7.7 | 1 130 | 1 263 | 11.8 |
| Autres | 234 | 317 | 35.5 | 1 695 | 1 679 | -0.9 |
| Total | 1 234 | 1 630 | 32.1 | 10 665 | 10 834 | 1.6 |
| Paiements aux sociétés d'État | | | | | | |
| Société Radio-Canada | 133 | 82 | -38.3 | 851 | 836 | -1.8 |
| Société canadienne d'hypothèques et de logement | 233 | 159 | -31.8 | 1 522 | 1 419 | -6.8 |
| Autres | 170 | 174 | 2.4 | 1 382 | 1 492 | 8.0 |
| Total | 536 | 415 | -22.6 | 3 755 | 3 747 | -0.2 |
| Dépenses de fonctionnement et d'immobilisations | | | | | | |
| Défense | 839 | 906 | 8.0 | 6 735 | 7 287 | 8.2 |
| Ensemble des autres dépenses ministérielles | 2 102 | 2 298 | 9.3 | 16 878 | 18 881 | 11.9 |
| Total | 2 941 | 3 204 | 8.9 | 23 613 | 26 168 | 10.8 |
| Total des dépenses de programmes directes | 4 711 | 5 249 | 11.4 | 38 033 | 40 749 | 7.1 |
| **Total des dépenses de programmes** | 10 616 | 11 224 | 5.7 | 86 975 | 92 068 | 5.9 |
| **Frais de la dette publique** | 3 206 | 2 803 | -12.6 | 29 612 | 26 497 | -10.5 |
| **Total des dépenses budgétaires** | 13 822 | 14 027 | 1.5 | 116 587 | 118 565 | 1.7 |
| Poste pour mémoire : total des transferts | 7 139 | 7 605 | 6.5 | 59 607 | 62 153 | 4.3 |

marché boursier et, donc, des gains en capital nets plus faibles. Les acomptes trimestriels ont aussi régressé, car ils reposent maintenant en grande partie sur l'impôt à payer pour 2001. Notons, toutefois, que les résultats de la même période en 2001 avaient été touchés par des gains exceptionnels du marché boursier en 2000, donnant lieu à des paiements finals de règlement d'impôt records en avril et en mai 2001. Les résultats à ce jour ont aussi été freinés par les mesures de réduction d'impôt annoncées dans le budget de février 2000 et dans l'*Énoncé économique et mise à jour budgétaire* d'octobre 2000. L'augmentation des impôts liés à la hausse du revenu d'emploi a partiellement compensé ces répercussions.

- Les recettes d'impôt des sociétés ont diminué de 3,0 milliards de dollars, ou 18,1 %, surtout en raison de l'augmentation des remboursements se rapportant aux paiements d'impôt des années antérieures.
- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi sont demeurées pratiquement inchangées, la baisse des taux de cotisation ayant compensé l'incidence de la hausse du nombre de personnes occupant un emploi et payant, de ce fait, des cotisations.
- Les recettes au titre des taxes et des droits d'accise ont augmenté de 4,5 milliards de dollars, ou 16,2 %, surtout en raison de l'augmentation des recettes de TPS, des droits de douanes à l'importation et des taxes et droits d'accise sur le tabac, de même que de la mise en place du droit pour la sécurité des passagers du transport aérien. Les recettes de TPS ont augmenté de 18,3 % comparativement à une hausse d'environ 6 % de l'assiette fiscale applicable aux dépenses de consommation. L'écart des taux de croissance est en grande partie attribuable à l'échelonnement des recettes et à une diminution des remboursements, ce qui semble se traduire par une surestimation de l'augmentation sous-jacente des recettes de TPS. Habituellement, les remboursements de TPS suivent de près la croissance des sommes brutes perçues à ce titre. Selon les prévisions, les recettes de TPS seront plus faibles en janvier 2003 et, pour le reste de l'année, les remboursements de TPS suivront encore de plus près l'évolution des sommes brutes perçues à ce titre, ce qui permettra de faire correspondre davantage les recettes nettes de TPS et la croissance de l'assiette fiscale qui s'y rapporte.
- Les recettes non fiscales ont diminué de 0,9 % par rapport à la même période l'an dernier.

Au cours des neuf premiers mois de 2002-2003, les dépenses de programmes ont progressé de 5,1 milliards de dollars, ou 5,9 %, comparativement à la même période l'année dernière.

- Les transferts aux particuliers ont augmenté de 5,0 % sous l'effet de la hausse des prestations aux aînés et des prestations d'assurance-emploi. La progression des prestations aux aînés reflète une hausse du nombre de personnes admissibles aux prestations, de même que le relèvement des prestations moyennes, qui sont rajustées trimestriellement pour tenir compte de l'évolution des prix à la consommation. La hausse des prestations d'assurance-emploi résulte de l'impact différé du ralentissement économique de 2001 et des améliorations du programme, y compris la prolongation et les modifications connexes des prestations parentales.
- Les transferts aux autres administrations ont augmenté de 4,7 % en raison de la hausse des transferts en espèces effectués en vertu du TCSPS. Les droits prévus dans le cadre des programmes de transferts fiscaux n'ont pas changé, principalement à cause de l'échelonnement des paiements.
- Les dépenses de programmes directes ont progressé de 7,1 %. Les subventions et les autres transferts ont légèrement augmenté. Les paiements aux sociétés d'État ont connu une baisse de 0,2 %, surtout à cause de l'échelonnement des paiements. Les dépenses de fonctionnement et d'immobilisations des ministères et des organismes ont progressé de 10,8 %, en partie à cause de la mise en œuvre d'initiatives annoncées dans le budget de décembre 2001.

Les frais de la dette publique ont diminué de 3,1 milliards de dollars, ou 10,5 %, sous l'effet d'une réduction de l'encours de la dette portant intérêt et de l'abaissement du taux d'intérêt effectif moyen sur cette dette.

Tableau 4

**Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers**

| | décembre | | d'avril à décembre | |
|---|---|---|---|---|
| | 2001 | 2002 | 2001-2002 | 2002-2003 |
| | | (M$) | | |
| **Solde budgétaire (déficit ou excédent)** | 1 859 | 2 941 | 15 142 | 11 165 |
| **Prêts, placements et avances** | | | | |
| Sociétés d'État | 70 | 90 | 499 | 344 |
| Autres | -199 | -292 | -1 131 | -985 |
| Total | -129 | -202 | -632 | -641 |
| **Comptes à des fins déterminées** | | | | |
| Compte du Régime de pensions du Canada | -94 | -140 | -2 041 | -1 269 |
| Comptes de pension de retraite | 85 | 298 | -1 425 | -438 |
| Autres | -21 | 9 | 57 | -173 |
| Total | -30 | 167 | -3 409 | -1 880 |
| **Autres opérations** | -3 307 | -4 413 | -11 651 | -15 406 |
| **Total des opérations non budgétaires** | -3 466 | -4 448 | -15 692 | -17 927 |
| **Ressources ou besoins financiers (opérations de change exclues)** | -1 607 | -1 507 | -550 | -6 762 |
| **Opérations de change** | -142 | 741 | -643 | 1 292 |
| **Solde financier net** | -1 749 | -766 | -1 193 | -5 470 |

Tableau 5

**Solde financier net et emprunts nets**

| | décembre | | d'avril à décembre | |
|---|---|---|---|---|
| | 2001 | 2002 | 2001-2002 | 2002-2003 |
| | | (M$) | | |
| **Solde financier net** | -1 749 | -766 | -1 193 | -5 470 |
| **Augmentation (+) ou diminution (-) nette des emprunts** | | | | |
| Payables en dollars canadiens | | | | |
| Obligations négociables | -6 663 | -5 398 | -5 860 | -8 857 |
| Obligations d'épargne du Canada | -107 | -3 | -2 618 | -1 657 |
| Bons du Trésor | 800 | -2 250 | 6 300 | 10 150 |
| Autres | -1 | -1 | -22 | -18 |
| Total | -5 971 | -7 652 | -2 200 | -382 |
| Payables en devises | | | | |
| Obligations négociables | 0 | 5 | -1 576 | -1 589 |
| Billets et prêts | 0 | | -41 | |
| Bons du Canada | -887 | 13 | -3 007 | -673 |
| Billets du Canada | 0 | 0 | -173 | 0 |
| Total | -887 | 18 | -4 797 | -2 262 |
| **Variation nette des emprunts** | -6 858 | -7 634 | -6 997 | -2 644 |
| **Variation de l'encaisse** | -8 607 | -8 400 | -8 190 | -8 114 |

### Besoins financiers de 6,8 milliards de dollars (opérations de change exclues) d'avril à décembre 2002

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice modifiée, aux termes de laquelle les obligations de l'État sont comptabilisées à mesure qu'elles sont engagées, peu importe le moment où le paiement correspondant est effectué. De plus, le solde budgétaire ne vise que les activités sur lesquelles l'État exerce un contrôle législatif.

En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Ils diffèrent du solde budgétaire puisqu'ils comprennent les opérations relatives aux prêts, aux placements et aux avances, aux comptes de pension des fonctionnaires fédéraux, aux autres comptes à fins déterminées, ainsi qu'à l'évolution des actifs et des passifs. Ces activités font partie des opérations non budgétaires. Le passage de la comptabilité d'exercice à la comptabilité de caisse est également pris en compte dans les opérations non budgétaires.

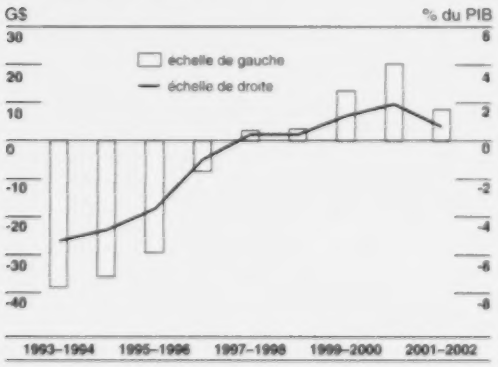
Les opérations non budgétaires ont donné lieu à des besoins nets de 17,9 milliards de dollars au cours des neuf premiers mois de 2002-2003, comparativement à des besoins nets de 15,7 milliards pour la même période l'an dernier. Une partie de cette augmentation des besoins est attribuable à la diminution des transferts aux comptes de perception fiscale en raison de la baisse des recettes d'impôt sur le revenu des particuliers et d'impôt des sociétés cette année comparativement à la même période l'an dernier. En outre, l'échelonnement des dates de réception s'est traduit par une augmentation des besoins cette année.

Par conséquent, l'excédent budgétaire de 11,2 milliards et les besoins nets de 17,9 milliards au chapitre des opérations non budgétaires ont donné lieu à des besoins financiers (opérations de change exclues) de 6,8 milliards d'avril à décembre 2002 comparativement à des besoins de 0,5 milliard au cours de la même période l'an dernier.

### Besoins financiers nets de 5,5 milliards d'avril à décembre 2002

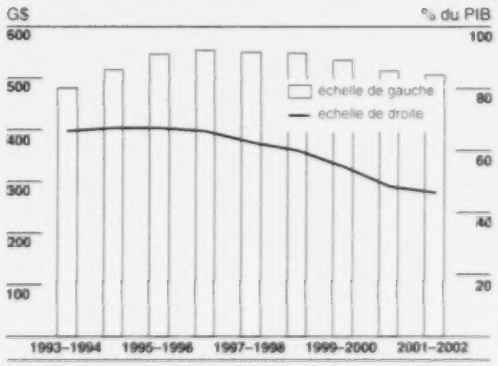
Les opérations de change représentent toutes les opérations sur les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes. Ce compte a pour objet d'assurer la liquidité générale pour l'État et de maintenir un marché des changes ordonné. Il renferme des placements en devises, les réserves d'or de l'État et des actifs prévus au titre des engagements du Canada envers le Fonds monétaire international (FMI). Le relèvement du niveau des réserves au moyen d'emprunts, de contributions au FMI ou de la vente de dollars canadiens représente un besoin. Par contre, le rabaissement de ce niveau constitue une source. En tenant compte de tous ces facteurs, on a affiché des ressources nettes de 1,3 milliard

**Solde budgétaire**




Sources : Ministère des Finances Canada et Statistique Canada

**Dette fédérale (déficit accumulé)**




Sources : Ministère des Finances Canada et Statistique Canada

de dollars au cours des neuf premiers mois de 2002-2003, comparativement à des besoins nets de 0,6 milliard pour la même période en 2001-2002.

Avec un excédent budgétaire de 11,2 milliards, des besoins nets de 17,9 milliards au chapitre des opérations non budgétaires et des ressources nettes de 1,3 milliard au titre des opérations de change, les besoins financiers nets s'établissaient à 5,5 milliards de dollars pour la période d'avril à décembre 2002, comparativement à des besoins nets de 1,2 milliard pour la même période l'an dernier.

### Emprunts nets en baisse de 2,6 milliards de dollars d'avril à décembre 2002

Pour financer ces besoins financiers nets de 5,5 milliards de dollars, l'État a réduit les soldes de caisse de 8,1 milliards, ce qui lui a également permis d'abaisser ses emprunts nets de 2,6 milliards. Le niveau des soldes de caisse varie au fil des mois en fonction d'un certain nombre de facteurs, comme l'échéance périodique des principaux titres d'emprunt, qui peut fluctuer sensiblement d'un mois à l'autre.

### Note aux lecteurs :

Le gouvernement a mis en œuvre la comptabilité d'exercice intégrale dans ses relevés financiers annuels. Cependant, les résultats financiers mensuels pour le reste de l'exercice 2002-2003 demeureront sur le mode de comptabilité d'exercice modifiée. Le tableau 6, « État condensé de l'actif et du passif », ne sera plus produit jusqu'à ce que les résultats mensuels soient présentés selon la comptabilité d'exercice intégrale.

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution au (613) 995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Peter DeVries au (613) 996-7397.
Cette publication (ainsi que les dates provisoires de parution des numéros ultérieurs) se trouve également à l'adresse Internet suivante : www.fin.gc.ca.
*This publication is also available in English.*
Février 2003